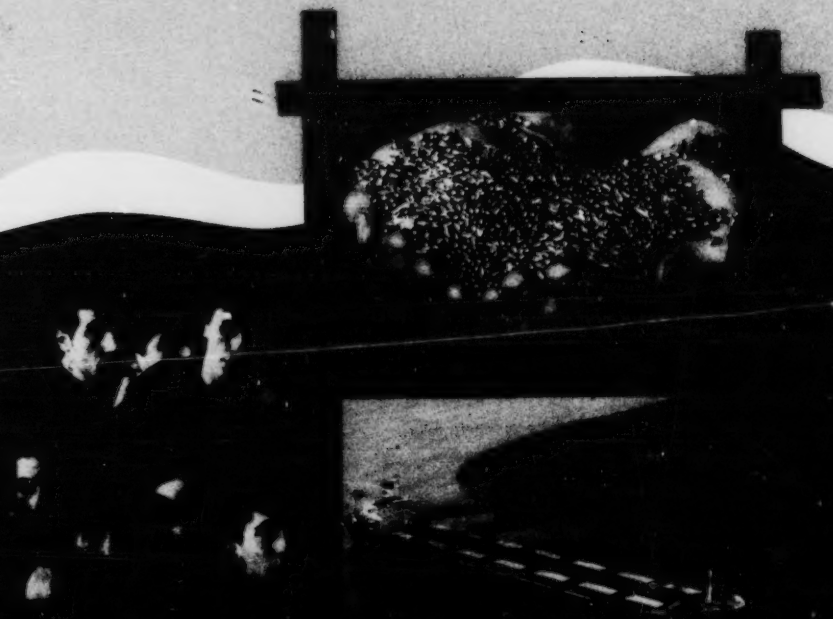
LE CANADA DANS LE MONDE

F. GRENIER



Page couverture

Mention: Office national du film

Immigrés grecs arrivant à Halifax
Échantillon de blé, Régina, Saskatchewan
Chargement du charbon à Roberts Bank, C.-B.

LE CANADA DANS LE MONDE

Texte: Fernand Grenier

Traitement pédagogique: Andrée Babin, géographe-didacticienne, Télé-Université, Université du Québec

Sous la direction de: Hervé Boudreault, Institut d'Études pédagogiques de l'Ontario

Benoît Robert, Université Laval

Recherche subventionnée par la Fondation d'Études du Canada
Juin 1981

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos 1
Introduction 3
1. Sens et portée du sujet 3
2. Plan suivi 4

Chapitre premier — *LE TERRITOIRE ET LES RESSOURCES* 5
1. L'image changeante du territoire 7
A) À travers l'histoire 7
B) Dans la représentation cartographique 10
2. L'importance relative du Canada 13
3. Ressources et principaux indicateurs de l'économie 15
A) Localisation générale des ressources 15
B) Principaux indicateurs de production 15
a) Agriculture 15
b) Mines et métaux 15
c) Forêts 16
d) Industries de transformation 17
4. Indicateurs comparatifs globaux 18
A) Énergie 18
B) Produit National Brut (P.N.B.) 20
CONCLUSION 21

Chapitre deuxieme — *IMMIGRATION ET DIVERSITÉ CANADIENNE* ... 23
1. L'immigration jusqu'en 1930 25
A) Immigration préhistorique 25
B) Colonisation française 25
C) Le siècle suivant la Conquête 26
D) Immigration européenne massive, de 1867 à 1930 26
2. L'immigration récente 29
3. Implantation géographique des immigrants 31
4. Immigration et croissance de la population 32
5. Immigration et diversité de la population canadienne 34
A) Groupes ethniques 34
B) Attraction des villes 37
6. Immigration et contexte linguistique 38
7. Politique actuelle 39
CONCLUSION 39

Chapitre troisieme *LE COMMERCE EXTÉRIEUR* 41
1. Évolution du commerce extérieur 44
2. Partenaires commerciaux 44
3. Produits échangés 46
4. Balance commerciale 50
5. Problèmes et perspectives 50
CONCLUSION 50

Chapitre quatrième *LES RELATIONS INTERNATIONALES* 53

Introduction 55
1. Représentation officielle à l'étranger 55
2. Politique étrangere 57
3. Aide au développement 58
CONCLUSION 63

Orientation bibliographique 65

ASPECT PÉDAGOGIQUE

Introduction 69

Chapitre premier *LE TERRITOIRE ET SES RESSOURCES* 71
Annexe 1 75

Chapitre deuxième *IMMIGRATION ET DIVERSITÉ CANADIENNE* ... 77

Chapitre troisième *LE COMMERCE EXTÉRIEUR* 81

Chapitre quatrième *LES RELATIONS INTERNATIONALES* 85
Annexe 1 89
Annexe 2 90
Annexe 3 91

LISTE DES TABLEAUX

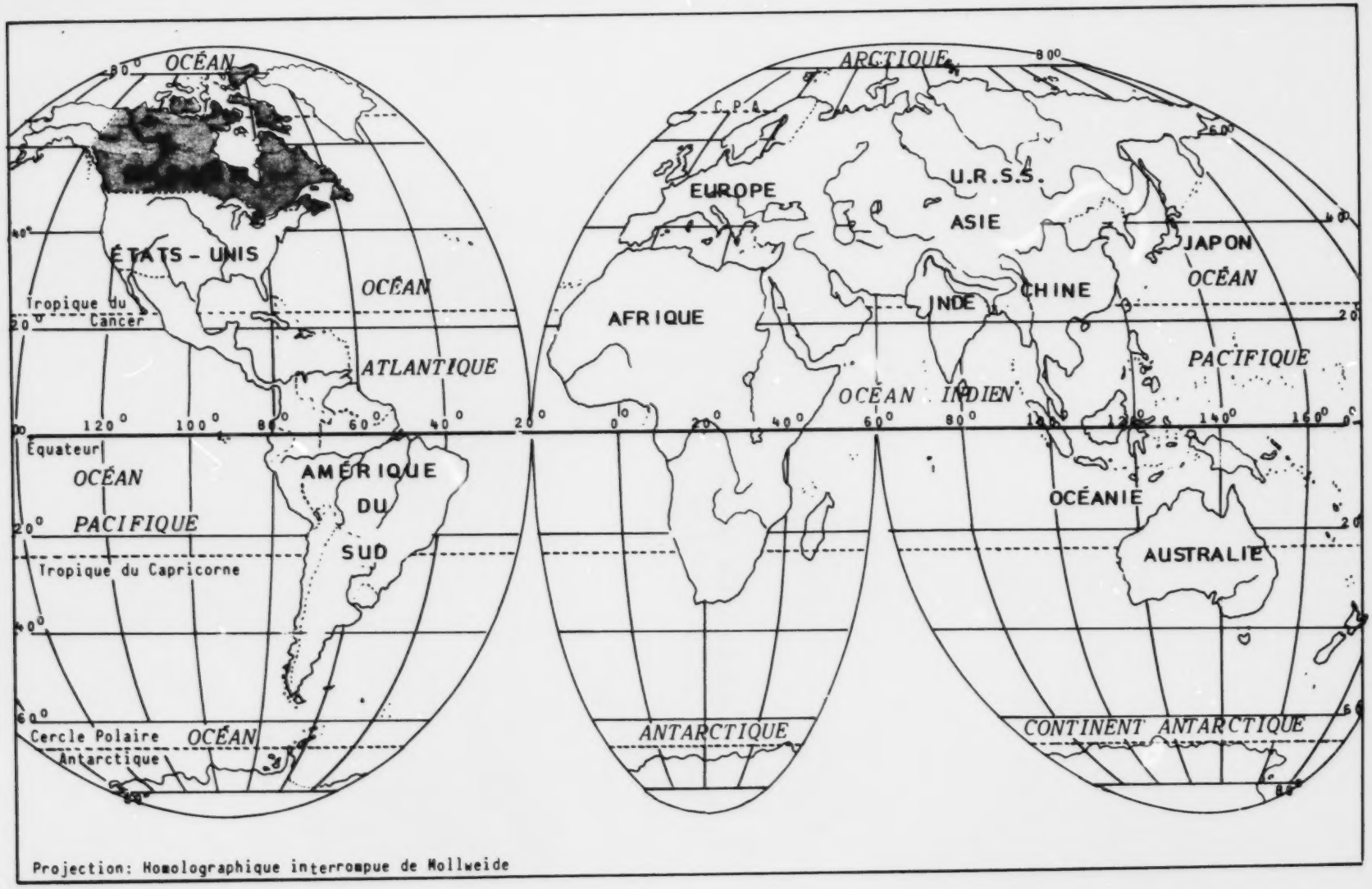
- Superficie et population comparées des Provinces et Territoires du Canada 1976 9
- Comparaison de la superficie et de la population du Canada et des pays de plus grande population (1980) 14
- Canada: Production de minerais et de métaux (1978) (choix et produits) 16
- Facteurs de l'industrie manufacturière canadienne (exemples) 17
- Canada: Productions industrielles choisies (1979) 18
- Production et consommation d'énergie du Canada et de quelques pays (1979) 19
- Produit National Brut (P.N.B.) du Canada et de quelques pays (1977) 20
- Immigration au Canada de 1852 à 1977 26
- Canada: Origine des immigrants au cours de trois périodes récentes 1946-1977 29
- Évolution (en pourcentage) des principaux groupes ethniques dans la population totale du Canada entre 1600 et 1960 (selon Louis-Edmond HAMELIN) 35
- Pourcentage de la population totale du Canada née à l'étranger par province en 1901, 1931 et 1971 36
- Pourcentage de la population née à l'étranger dans certaines villes canadiennes 1951, 1961 et 1971 37
- Population selon le groupe ethnique et la langue maternelle, Canada, 1971 38
- Valeur du commerce extérieur du Canada et de quelques pays - 1978 43
- Commerce du Canada avec ses partenaires 1967-1977 45
- Exportations de marchandises - Grandes catégories de produits, Canada 1968, 1973 et 1977 48
- Importations de marchandises - Grandes catégories de produits, Canada 1968, 1973 et 1977 49
- Sources de l'aide canadienne au développement international, 1977-1980 60
- Dépenses canadiennes d'aide internationale, 1970-1980 61

LISTE DES CARTES

. Colonies et Territoires de l'Amérique du Nord Britannique en 1862 7
. Carte politique du Canada actuel 8
. Les fuseaux horaires et la représentation traditionnelle du Monde 11
. Le monde centré sur le Saint-Laurent (projection azimuthale équidistante) 12
. Schématisation de la provenance géographique des immigrants au Canada - période 1946-1977 30
. Destination des immigrants par Province et Territoires - Période 1956-1976 31

LISTE DES GRAPHIQUES

. Évolution numérique de l'immigration au Canada de 1852 à 1978 28
. Principaux indicateurs démographiques 33
. Ventilation géographique du commerce extérieur canadien (année-type 1973) 47
. Évolution de la balance commerciale - Canada - 1970-1980 51



Projection: Homolographique interrompue de Mollweide

LE CANADA DANS LE MONDE

AVANT-PROPOS

Tout pays possède ses caractéristiques propres et occupe dans le monde une position qui lui est originale. Ce n'est pas là une question de mérite... mais de simple réalité! Que les Canadiens connaissent mieux l'individualité de leur pays, son originalité parmi les Nations du monde, le tissu des relations économiques, politiques et culturelles qu'il entretient avec les différentes parties du Globe, cela paraît normal et souhaitable. La connaissance fonde la réflexion et elle est toujours utile dans l'action. "Le temps du monde fini commence", observait déjà Paul Valéry vers le début de ce siècle. Que dire, vers la fin de ce même siècle, alors que nous sommes dans l'ère spatiale et qu'il nous reste toujours à aménager notre propre planète pour la rendre plus vivable à la majorité des humains? Bien connaître notre coin de terre, adopter des attitudes qui favorisent la montée humaine universelle, découvrir ce qui nous rend solidaires plus que ce qui nous sépare, tout cela vaut sans doute un effort, promis d'ailleurs à des gratifiantes récompenses sur le plan intellectuel et humanitaire.

Cet ouvrage ne remplacera ni les annuaires statistiques ni les manuels d'histoire, de géographie, d'économie et de science politique qui traitent abondamment, et souvent fort bien, du Canada et de sa position internationale. Il n'en poursuit pas les mêmes objectifs. Notre cheminement nous amènera souvent plus à poser des questions qu'à formuler des réponses: un citoyen éveillé est pour nous toujours plus lucide qu'un savant endormi! Les situations que l'on peut observer à un moment donné ne sont jamais un point d'arrivée définitif: il faut les voir comme une étape *à partir* de quelque chose d'antérieur, que l'on peut souvent détecter, et *en direction* d'un avenir, dans lequel nous nous trouvons engagés. Le dynamisme des situations nous intéressera donc plus que leur aspect statique, figé. Une façon de regarder la réalité, de soulever des questions et d'évaluer des situations, telle est, somme toute, l'attitude que nous cherchons à promouvoir à travers cet ouvrage.

INTRODUCTION

1. *Sens et portée du sujet*

Le sujet du Canada dans le monde étant extrêmement vaste, nous devons le délimiter et préciser ce que sera notre propos. Les énoncés suivants nous y aideront.

- Le Canada est un pays de vastes dimensions et de position septentrionale. Encore relativement peu peuplé, il possède l'une des densités les plus faibles du monde et sans doute la plus faible parmi les pays développés. Ses villes et ses manufactures sont essentiellement localisées dans le Sud, au climat encore froid. Ses forêts, ses ressources minières et son pétrole peuvent se trouver très au Nord, voire même au-delà du Cercle arctique. À l'intérieur du pays, il a fallu au cours des ans aménager de complexes réseaux de transports et de communications pour relier ses diverses parties et favoriser la circulation des ressources et des produits, des lieux de production vers ceux de transformation et de consommation.

- Le peuplement du Canada s'est précisé au cours du dernier siècle a partir des éléments déjà en place au temps de la Confédération: autochtones (Amérindiens), Français et Britanniques essentiellement. En relation étroite avec la construction des chemins de fer, l'ouverture des provinces de l'Ouest et l'industrialisation, l'immigration a joué un rôle fondamental dans la croissance de la population et dans sa diversification. S'est ainsi graduellement constituée la mosaïque canadienne actuelle, avec le cortège des problèmes culturels et politiques qu'elle entraîne.

- Le Canada est un pays avancé sur le plan de la technologie. Son industrie manufacturière est capable d'une haute productivité et il possède une main-d'oeuvre scientifique, professionnelle et technique très qualifiée. En dépit cependant du fort niveau de la consommation intérieure - qui traduit un niveau de vie élevé -, le Canada doit absolument écouler à l'étranger une part importante de sa production. Par ailleurs, en raison des besoins de son industrie et des habitudes de consommation de sa population, il doit également se procurer à l'étranger de grosses quantités de produits. Le commerce est donc une vocation essentielle du Canada

- Les relations commerciales et internationales ont toujours été largement influencées par le voisinage des États-Unis, qui sont pour le Canada à la fois une chance et un défi. Viennent ensuite la Grande-Bretagne et les autres pays d'Europe occidentale, qui forment aujourd'hui la Communauté Économique Européenne (C.É.E.). Venu plus tardivement, le Japon occupe aujourd'hui une place sans cesse croissante. En réalité, tous les pays du monde sont atteints par le commerce canadien; le cas des pays du Tiers-Monde, en voie de développement, est loin d'être négligeable. Ouvert sur trois océans, Atlantique, Pacifique et Arctique, le Canada s'est également doté, en collaboration avec les États-Unis, de la Voie maritime du Saint-Laurent qui a relié le coeur du continent aux grandes routes océaniques traditionnelles.

2. *Plan suivi*

De ce qui précède se dégage le plan que nous suivrons dans notre étude. Successivement nous examinerons, en effet:

- le *territoire et ses ressources*;
- l'*immigration*, facteur de croissance et de diversité de la population;
- le *commerce extérieur*, étudié surtout sous l'angle des partenaires;
- les *relations internationales* et le cas particulier des pays en voie de développement.

Tout cela représente, on le voit un *choix* parmi les points de contact du Canada avec les autres pays du monde. Nous n'envisageons pas, en effet, de traiter de chacune des questions d'une façon systématique, ce qui serait plutôt le propos d'un traité ou d'un manuel.

Pour profiter pleinement de cette étude, il faudra sans cesse utiliser des cartes d'atlas ainsi que les exposés et tableaux que l'on trouve dans les annuaires statistiques On s'inspirera de la bibliographie placée en fin d'ouvrage pour se procurer cette documentation.

Chapitre premier

LE TERRITOIRE ET LES RESSOURCES

"Ce fait élémentaire de l'étendue ne peut être oublié dans l'examen de tout problème canadien."

(Louis-Edmond HAMELIN)

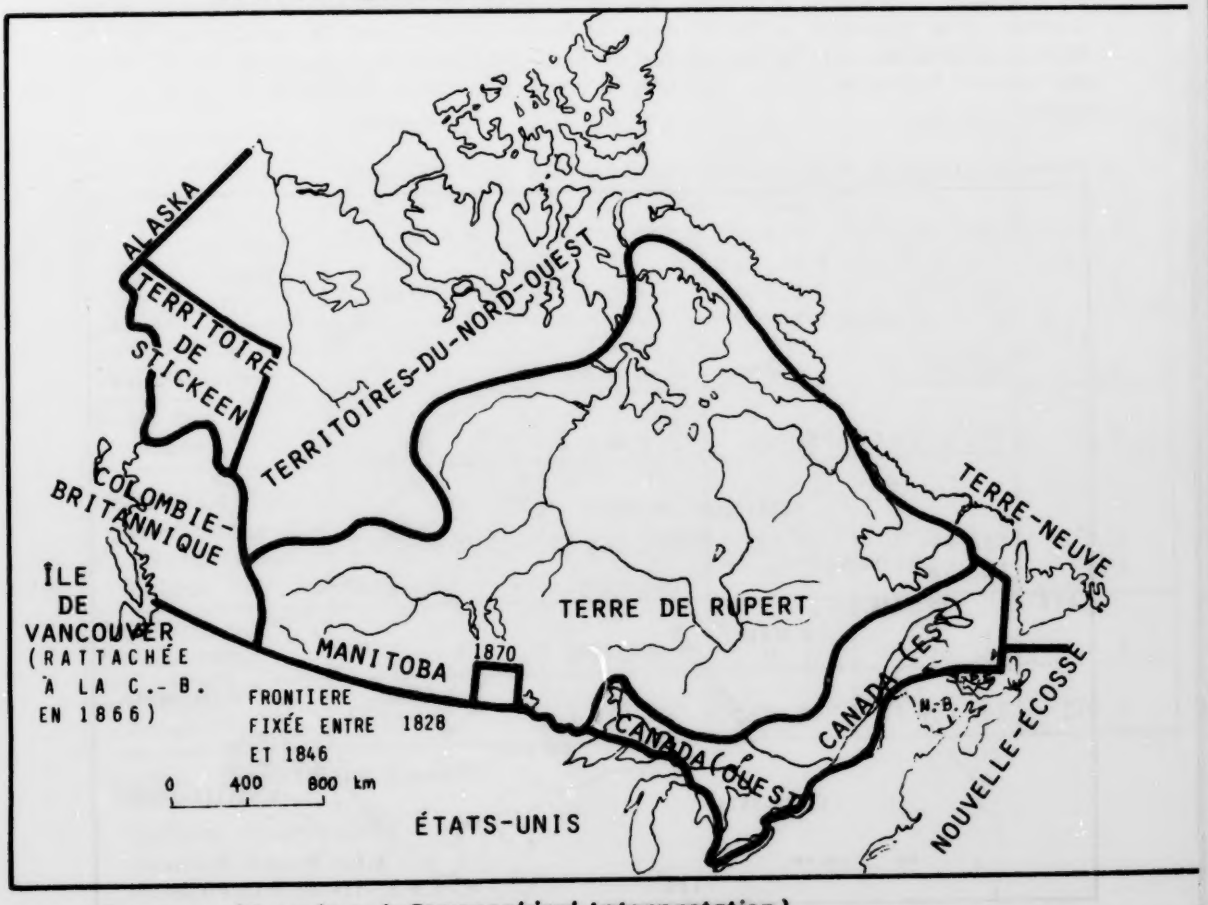
On connaît difficilement un territoire tant qu'on ne l'a pas parcouru. Or, bien peu de Canadiens ont visité leur province en entier. Un plus petit nombre encore a traversé le pays d'est en ouest. Très rares enfin sont ceux, en dehors des explorateurs et de quelques fonctionnaires, qui ont de l'Arctique une connaissance autre que livresque. Or, les livres n'arrivent pas toujours à donner une image bien exacte du pays.

1. *L'image changeante du territoire*

A) *À travers l'histoire*

Soulignons en premier lieu que le territoire du Canada s'est modifié au cours des années suivant l'évolution même du concept administratif et politique "canadien". Lorsque Jacques Cartier apprend le terme Canada des deux jeunes Indiens qu'il ramène en France en 1535, il est certain que sa délimitation territoriale est assez floue. Par la suite, il servira à désigner les pays du Saint-Laurent (appelé rivière de Canada) situés entre Anticosti et Portneuf et, sous le régime français, on parlera indifféremment de Nouvelle-France ou de Canada. Il est à noter que l'Acadie ne fait pas alors partie du Canada. Ce n'est qu'après 1791, sous le régime britannique, que des territoires relativement bien délimités correspondront au Bas-Canada, d'une part, et au Haut-Canada, d'autre part.

Carte 1 *COLONIES ET TERRITOIRES DE L'AMÉRIQUE DU NORD BRITANNIQUE en 1862*



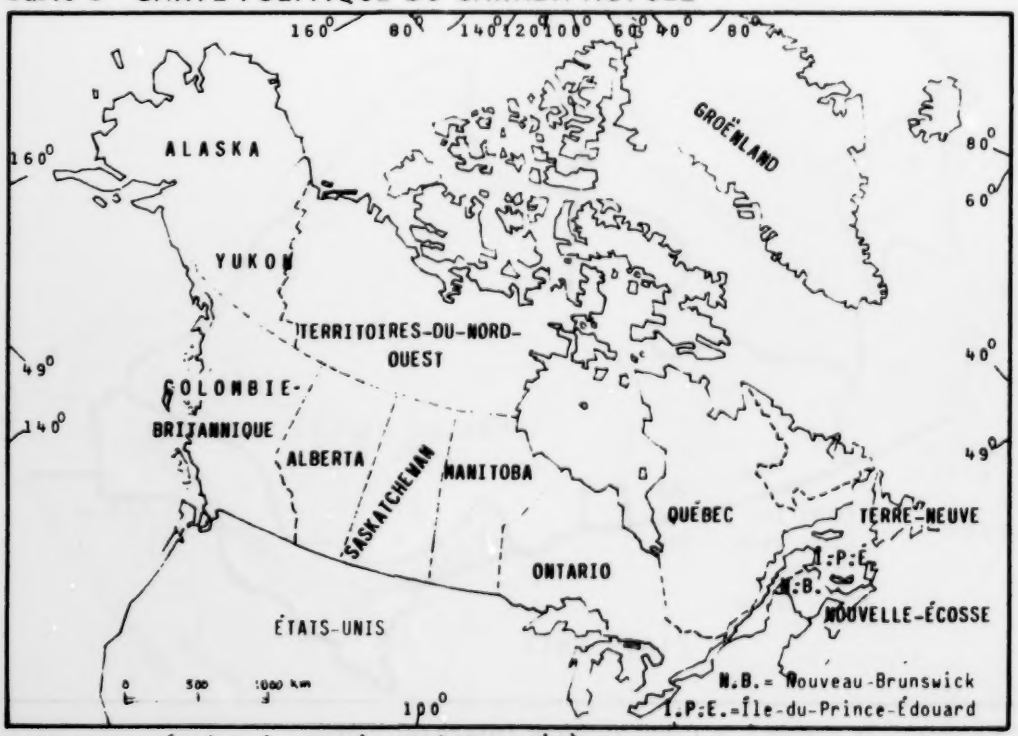
Source: *(Canada - A Geographical Interpretation)*

Au milieu du dix-neuvième siècle, le territoire actuel du Canada, alors entièrement britannique, se compose de 6 colonies (Terre-Neuve, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Canada -- Haut et Bas-Canada réunis -- et Colombie-Britannique) ainsi que les 3 vastes domaines ou territoires, ceux de Rupert, du Nord-Ouest et de Stickeen.

Pendant cette même période, plus précisément entre 1818 et 1846, une série de traités signés entre les États-Unis et la Grande-Bretagne permettra de fixer la frontière méridionale du pays dans sa configuration actuelle. Quant à la frontière avec l'Alaska, elle sera établie en 1867, lors de la vente de ce territoire par la Russie aux États-Unis.

Les colonies britanniques, devant la montée des États-Unis et compte tenu de problèmes économiques et commerciaux communs, en viendront à l'association. L'Acte de l'Amérique du Nord Britannique, voté à Londres en 1867, établit la Confédération canadienne. Dans la terminologie juridique d'alors, le Canada est un "Dominion" dont font partie dès 1867 les provinces de Québec, d'Ontario, de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick; s'ajouteront, en 1869, les Territoires-du-Nord-Ouest, achetés à la Compagnie de la Baie d'Hudson; en 1870, le Manitoba; en 1871, la Colombie-Britannique et, en 1873, l'Île-du-Prince-Édouard. En tant que provinces, l'Alberta et la Saskatchewan se joindront à la Confédération en 1905. Enfin, c'est en 1949 seulement que la colonie de Terre-Neuve s'associera au Canada. Pendant ce temps, les frontières intérieures du pays évoluent: Québec, par exemple, s'étend vers le Nord en obtenant la juridiction sur le Nouveau-Québec, et Terre-Neuve se voit attribuer le Labrador par décision du Conseil Privé en 1927. On arrive ainsi à la carte politique actuelle du pays.

Carte 2 *CARTE POLITIQUE DU CANADA ACTUEL*



Source: *(Atlas du monde contemporain)*

Voici comment se présentent, dans leur configuration actuelle, les territoires et les populations des diverses composantes du Canada.

TABLEAU I

SUPERFICIE ET POPULATION COMPARÉES DES PROVINCES ET TERRITOIRES DU CANADA (1981) *

Provinces et territoires	Capitales	Superficie en km²	% de la superficie	Population en 1981	% de la population
PROVINCES					
Colombie-Britannique	Victoria	915 637	9,5	2 716 301	11,3
Alberta	Edmonton	638 212	6,6	2 207 856	9,2
Saskatchewan	Regina	629 250	6,5	957 025	4,0
Manitoba	Winnipeg	627 500	6,5	1 017 323	4,2
1 sous-total (Ouest)		2 810 639	29,1	6 898 505	28,6
Ontario	Toronto	1 031 455	10,7	8 551 733	35,5
Québec	Québec	1 487 150	15,0	6 377 518	26,5
2 sous-total (Centre)		2 518 605	25,7	14 929 251	62,0
Nouveau-Brunswick	Fredericton	70 885	0,7	688 926	2,9
Nouvelle-Écosse	Halifax	53 462	0,6	837 789	3,5
Terre-Neuve et Labrador	St John's	390 462	4,1	561 996	2,3
Île-du-Prince-Édouard	Charlottetown	5 460	0,1	121 328	0,5
3 sous-total (Atlantique)		520 269	5,5	2 210 039	9,2
Total des Provinces		5 849 513	60,7	24 037 795	99,7
TERRITOIRES					
Territoires-du-Nord-Ouest	Yellowknife	3 262 257	33,9	44 684	0,2
Yukon	Dawson	517 690	5,4	22 684	0,1
Total des Territoires		3 779 947	39,3	67 368	0,3
CANADA Total	Ottawa	9 629 460	100,0	24 105 163	100,0

Source: *(Statistique Canada)*

* chiffres intérimaires

Ce tableau fait apparaître clairement quatre sous-ensembles bien caractérisés:

- Avec 25,7% du territoire, le Centre regroupe 62,0% de la population. Il s'agit essentiellement de l'ontario et du Québec.
- Les quatre Provinces de l'Atlantique possèdent 5,5% du territoire et 9,2% de la population.
- Les Territoires, enfin, n'ont que 0,3% de la population du pays sur 39,3% de son territoire.

Ces contrastes traduisent les vicissitudes de la géographie mais aussi, bien entendu, celles de l'histoire. Le Canada s'est développé de l'Est vers l'Ouest et, jusqu'ici, surtout dans le Sud: l'axe de pénétration du Saint-Laurent et des Grands-Lacs a été confirmé par les chemins de fer et les routes et il s'est prolongé à travers la Prairie et les Rocheuses pour atteindre Vancouver, porte principale du pays sur le Pacifique. Dans le Sud, se trouvent les terres agricoles exploitables, la forêt, les meilleurs climats, et, il ne faut pas l'oublier, un grand nombre de cours d'eau, qui ont favorisé la circulation et qui ont permis de produire de l'énergie et de fixer des industries.

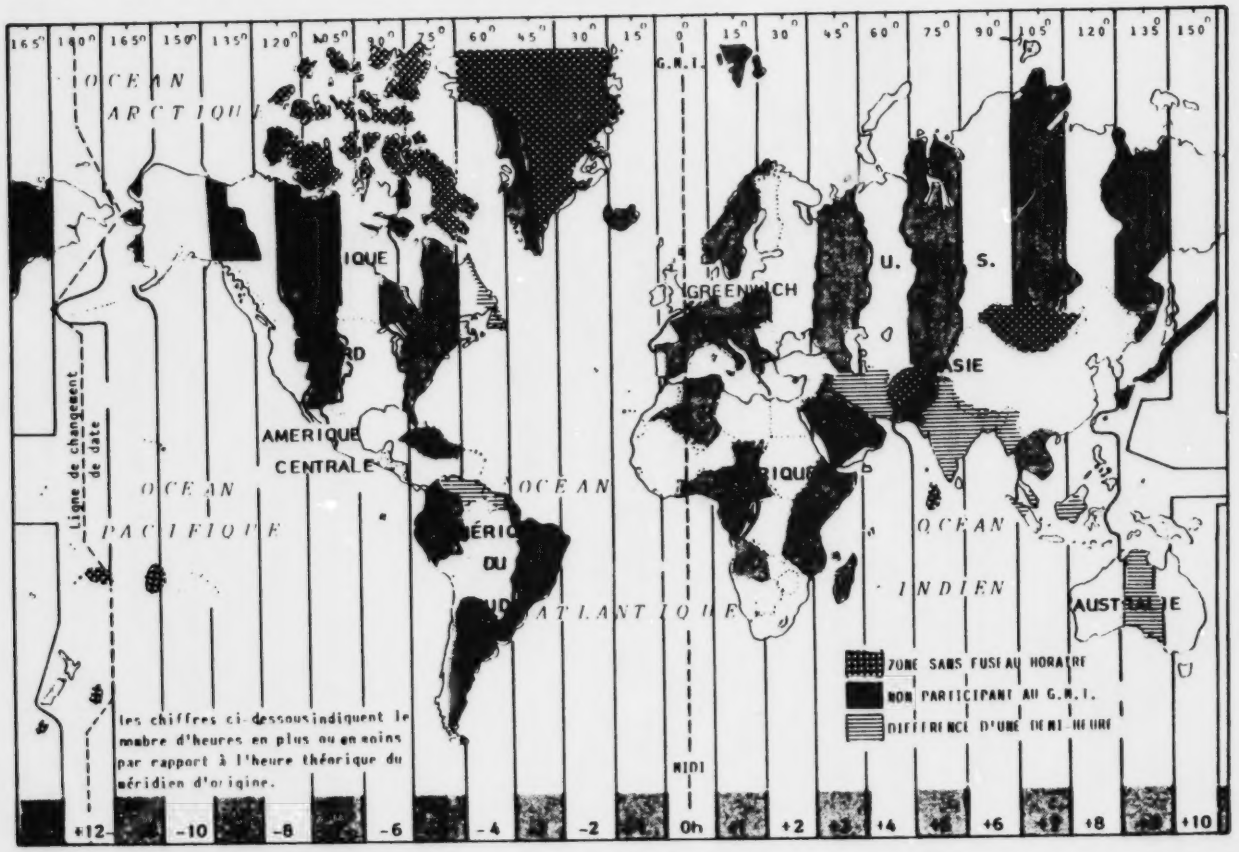
L'attraction vers le Sud a été également fortement encouragée par le voisinage des États-Unis. Il est intéressant de noter que, dans les seize bassins hydrographiques limitrophes des deux pays, vivent environ 50 millions de personnes, treize millions au Canada et trente-sept millions aux États-Unis. Ces deux pays possèdent l'une des plus longues frontières communes au monde, estimée à 8 892 kilomètres dont 5 063 longent ou traversent des étendues d'eau.

La poussée vers le Nord est un fait relativement récent, amorcée au cours des trente dernières années et dominée par des impératifs d'ordre stratégique et économique. La souveraineté du pays et la protection de son territoire exigent, en effet, un certain degré d'occupation; cela s'est traduit par l'établissement de bases militaires, de pistes d'atterrissage et d'aéroports, qui desservent les populations locales et favorisent l'exploration; des fonctionnaires du Sud sont venus en plus grand nombre représenter l'Administration gouvernementale. La recherche et l'exploitation de ressources minérales ont joué, et continuent à jouer, un rôle attractif; il s'agit principalement du fer, de l'uranium et du pétrole.

B) *Dans la représentation cartographique*

L'image d'un Canada Est-Ouest, bien enracinée dans l'histoire, a longtemps été servie par celle du Monde, lui-même, représenté sur les cartes comme une bande essentiellement longitudinale. Depuis le seizième siècle, en effet, la projection cylindrique de Mercator, fort convenable pour les besoins de la navigation, a imposé l'image d'un Monde sans pôles et de continents qui, dans l'hémisphère Nord, sont exagérément élargies. La carte suivante montrant que le Canada possède le quart des 24 fuseaux horaires, illustre bien cette conception.

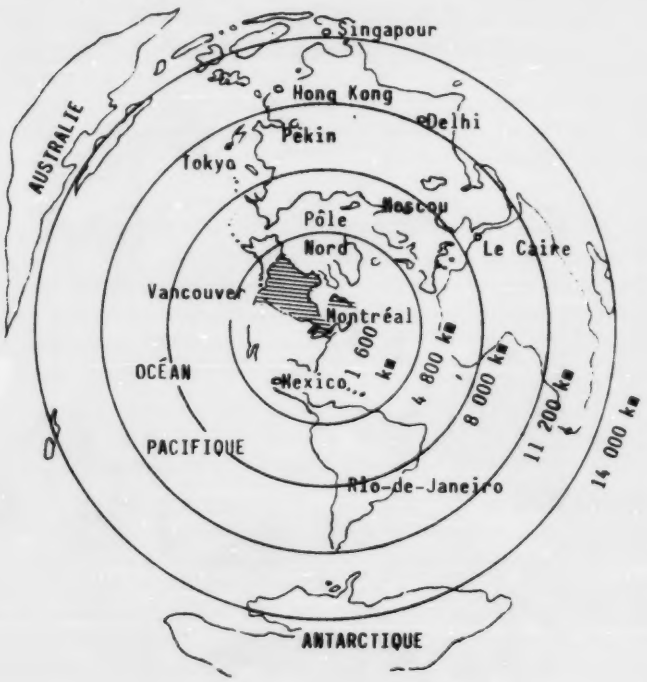
Carte 3 *LES FUSEAUX HORAIRES ET LA REPRÉSENTATION TRADITIONNELLE DU MONDE*



Source: *(Encyclopedia Britannica)*

Fort heureusement, les progrès de la cartographie et le développement des communications rapides ont fini par imposer des représentations du Monde et du Canada plus significatives sur le plan des réalités contemporaines et de la configuration de notre Planète. L'exemple suivant de projection polaire centrée sur la capitale canadienne illustre notre propos.

Carte 4 *LE MONDE CENTRÉ SUR LE SAINT-LAURENT*
(projection azimuthale équidistante)



Source: *(Canada, dans Collection de Géographie contemporaine)*

Cette dernière carte, bien qu'elle soit moins parfaite encore que le globe terrestre, permet de se représenter de façon plus véridique les voisinages et les relations du Canada avec les autres nations du Monde. La convergence polaire de l'Europe, de l'Asie et de l'Amérique du Nord ressort bien. La carte permet également d'apprécier convenablement les distances qui séparent le Canada des pays du Tiers-Monde, situés principalement en Amérique latine, en Afrique et dans le Sud de l'Asie.

2. *L'importance relative du Canada*

Pays vaste dont tous les climats appartiennent à la variété froide, le Canada n'a été mis en valeur qu'au cours des derniers siècles. Il est encore ce que l'on peut appeler un pays jeune, ce qui ne l'empêche pas de se classer, à la fin du vingtième siècle, parmi les pays les plus industrialisés et parmi les moyennes puissances du globe. Voyons comment il se compare, par sa superficie et sa population, à la plupart des grandes et moyennes puissances.

Ce tableau incite à dégager les observations suivantes:

- Deuxieme pays par la superficie, le Canada n'est dépassé que par l'U.R.S.S., grande puissance euro-asiatique de caractère nordique, qui fait cependant onze fois sa population.

- Dans l'ensemble du monde, en plus de l'U.R.S.S., quatre autres pays seulement ont des territoires dont la superficie est du même ordre de grandeur que celle du Canada; ce sont la Chine, les États-Unis, le Brésil et l'Australie (7 686 850 km²).

- Par la population, le Canada vient seulement au trente-et-unième rang de tous les pays.

- Pays le plus étendu des Amériques, le Canada est, par la population, dépassé très nettement par les États-Unis, le Brésil et le Mexique, tandis que l'Argentine et la Colombie ont des populations légerement supérieures.

- À part l'U.R.S.S., sept puissances européennes, qui ne totalisent pas 30% du territoire canadien, n'en font pas moins quinze fois sa population, soit près de 350 millions d'habitants.

- Dans les douze pays asiatiques mentionnés, les densités sont toujours beaucoup plus élevées que dans les régions même les plus habitées du Canada. Le cas de Bangladesh mérite d'être mentionné, avec une densité près de 300 fois supérieure à celle du Canada pris dans son ensemble. Notons également la Corée du Sud qui, sur un territoire à peine plus grand que celui du Nouveau-Brunswick, supporte une population cinquante-six fois supérieure en nombre

TABLEAU 2

COMPARAISON DE LA SUPERFICIE ET DE LA POPULATION DU CANADA ET DES PAYS DE PLUS GRANDE POPULATION (1980)

PAYS	SUPERFICIE km²	Rang	POPULATION en millions (estimation en 1980)	Rang	Densité au km²
CANADA	9 976 185	2	24,0	31	2,4
Amérique					
ÉTATS-UNIS	9 363 353	4	226,5	4	24,2
MEXIQUE	1 972 549	9	68,2	11	34,3
COLOMBIE	1 138 914	14	26,7	30	23,5
BRÉSIL	8 511 965	5	122,0	6	14,3
ARGENTINE	2 776 889	7	27,1	29	9,8
Europe					
ROYAUME-UNI	244 108	19	55,8	14	228,7
FRANCE	547 026	20	53,6	15	98,0
ALLEMAGNE (R.F.A.)	283 998	28	61,1	12	215,2
POLOGNE	312 683	24	35,5	24	113,4
U.R.S.S.	22 402 308	1	265,5	3	11,8
ESPAGNE	505 750	22	37,8	22	74,7
ITALIE	301 264	25	57,2	13	190,0
TURQUIE	794 793	18	45,5	19	57,2
Afrique					
ÉGYPTE	1 001 449	15	42,1	20	42,1
ÉTHIOPIE	1 221 905	12	32,6	26	26,7
NIGÉRIA	923 773	16	77,1	10	83,4
ZAÏRE	2 344 895	8	29,3	27	12,5
République SUD-AFRICAINE	1 221 043	13	28,4	28	23,3
Asie					
JAPON	381 947	21	116,2	7	304,2
CHINE	9 596 976	3	975,0	1	101,6
CORÉE DU SUD	98 477	31	37,6	23	383,7
PHILIPPINES	300 000	27	47,7	17	159,0
VIETNAM	329 566	24	53,3	16	162,0
THAÏLANDE	514 000	21	47,3	18	92,0
BIRMANIE	676 555	19	34,4	25	50,8
INDONÉSIE	1 904 769	10	144,3	5	75,8
INDE	3 287 606	6	676,2	2	205,6
BANGLADESH	142 776	30	90,6	8	633,6
PAKISTAN	803 943	17	86,5	9	107,6
IRAN	1 648 000	11	38,5	21	23,4

Sources: *(Annuaires des Nations-Unies et estimations de l'Encyclopedia Americana,* New York, éd. 1981)

3. *Ressources et principaux indicateurs de l'économie*

A) *Localisation générale des ressources*

En dépit de la rigueur de ses climats, le Canada tire parti de son étendue et trouve des ressources exploitables en abondance dans chacune de ses grandes régions naturelles.

- Le *Bouclier Canadien*, qui représente la moitié de la superficie du pays, est un socle de roches cristallines très anciennes (précambriennes). Il est grand pourvoyeur de ressources hydroélectriques, minières et forestières.

- Des *marges sédimentaires* étendues, souvent plissées, entourent ce Bouclier au Sud, à l'Ouest et au Nord. Ces marges portent les meilleures terres agricoles du pays: vallée du Saint-Laurent, Sud de l'Ontario, terres à blé de l'Alsama (Alberta, Saskatchewan, Manitoba). Elles sont également riches en combustibles fossiles (charbon, pétrole et gaz naturel), tout comme l'Archipel arctique dont le climat très rigoureux limite cependant l'exploitation. La forêt, les mines et l'hydro-électricité sont des ressources non-négligeables dans les chaînes appalachiennes de moyenne altitude, au sud-est, et dans la Cordillière canadienne, qui occupe toute la bordure occidentale du pays au voisinage du Pacifique.

En définitive, même si la répartition des ressources est inégale suivant les régions, l'éventail en est presque complet. Le Canada, en effet, produit de tout, mais à des coûts souvent élevés compte tenu des contraintes du climat, de l'éloignement et d'un marché intérieur encore relativement restreint.

B) *Principaux indicateurs de production*

a) *Agriculture*

Premier producteur mondial de colza, le Canada est le second pour le lin. Il est sixième pour le blé et se classe vers le quinzième rang mondial pour les oeufs, le lait et les pommes de terre. Il s'agit là d'une performance remarquable et qui, dans presque tous les cas, surtout pour le blé, dépasse largement ses propres besoins. Avec les produits de l'élevage, bovin et porcin surtout, le Canada se trouve en excellente position pour alimenter ses exportations et contrebalancer des importations inévitables: fruits et légumes pendant l'hiver, produits tropicaux, vins, etc La balance commerciale agro-alimentaire est toujours bénéficiaire, même si à peine 5% de la population active se retrouve maintenant dans le secteur agricole. C'est dire à quel point l'agriculture canadienne est mécanisée et commercialisée.

b) *Mines et métaux*

Le sous-sol canadien recèle des réserves de pratiquement tous les minerais existants. Certaines lacunes, la bauxite par exemple, n'ont pas empêché le pays de se doter, grâce à l'importation, d'une des premières

industries mondiales de l'aluminium. Production et vente des ressources minérales sont l'une des principales spécialités du Canada. Le tableau suivant illustre la situation pour un certain nombre de produits significatifs au plan mondial.

TABLEAU 3

CANADA: PRODUCTION DE MINERAIS ET DE MÉTAUX (1978)
(choix de produits)

Produit	Rang mondial	Production (en millions)
Charbon	14	29,00 tonnes métriques
Gaz naturel	4	81,50 m^2
Pétrole brut	13	469,00 barils
Aluminium	4	1,05 tonnes métriques
Cuivre	4	0,76 tonnes métriques
Fer (minerais)	6	42,00 tonnes métriques
Fer (acier)	11	15,00 tonnes métriques
Plomb	4	0,19 tonnes métriques
Nickel	2	0,13 tonnes métriques
Zinc	3	0,50 tonnes métriques
Amiante	2	1,38 tonnes métriques
Or	3	0,0017 onces de troy
Argent	3	39,00 onces de troy
Oxyde d'uranium	2	0,0000094 t. métriques
Potasse	2	6,09 tonnes métriques
Sel	7	6,02 tonnes métriques
Sulfures	3	7,38 tonnes métriques

Source: *(Encyclopedia Americana, 1980)*

c) *Forêts*

L'abattage des arbres, la transformation du bois pour les besoins de la construction et des autres industries et surtout, la fabrication des pâtes et papiers, occupent traditionnellement une place prépondérante dans l'économie canadienne. La matière première provient surtout, dans l'ordre: de la Colombie-Britannique, du Québec et de l'Ontario, mais aucune province n'est véritablement absente du tableau. L'exploitation forestière et les industries qui en dérivent constituent le premier secteur d'emploi au pays et représentent annuellement près de 20% de la valeur des ventes canadiennes à l'étranger.

d) *Industries de transformation*

Le quart de la main-d'oeuvre canadienne travaille dans les manufactures. Plus de la moitié du total se trouve en Ontario. Valeur de la production et nombre d'employés sont les deux critères permettant d'établir l'ordre d'importance des secteurs manufacturiers: aliments, matériel de transport, bois et papier, dérivés du pétrole et chimie, métallurgie, textiles et électronique se classent toujours maintenant aux premiers. Tels sont les indicateurs essentiels. Nous verrons plus loin comment cela se traduit sur le commerce extérieur et la balance commerciale.

Les caractéristiques et les tendances de l'industrie manufacturière canadienne traduisent un équilibre complexe entre un certain nombre de facteurs particuliers: ressources disponibles, sources d'énergie, besoins du marché intérieur, recherche de débouchés extérieurs. Voyons quelque exemples d'industries manufacturières particulièrement influencées par ces facteurs.

TABLEAU 4

FACTEURS DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE CANADIENNE
(exemples)

Facteurs	Commentaires	Industries manufacturières s'y rattachant
RESSOURCES DE BASE		
Blé	Abondant (exporté)	Meunerie, boulangerie, etc.
Fer	Abondant (exporté)	Sidérurgie, métallurgie
Bois	Abondant (exporté)	Sciage, construction, meubles, pâtes, papier
Nickel	Abondant (exporté)	Affinage
SOURCES D'ÉNERGIE		
Eau	Abondante	Électricité, électro-chimie et électro-métallurgie (même en l'absence de la matière première; ex.: l'aluminium)
Pétrole	Abondant (exporté et importé)	Dérivés du pétrole (huiles et essences, plastique, etc.
BESOINS DU MARCHÉ INTÉRIEUR		
Habillement	Besoin de base (exporté et importé)	Fourrures, textiles, (naturels et synthétiques), bonneterie, etc.
Alimentation	Besoin de base (exporté et importé)	Viande, conserveries, fromages, boissons gazeuses, alcools et vins, etc.
Transport	Pour les individus et les entreprises (exporté et importé)	Matériel roulant, véhicules, équipement, etc.
DÉBOUCHÉS EXTÉRIEURS		
Matières premières	Abondantes (exportées)	Transformation primaire et livraison en vrac (blé, minerais, bois)
Produits finis	Technologie particulière ou produits déficitaires ailleurs (importés)	Avionnerie, moto-neige, réacteurs atomiques

À l'ensemble de ce tableau, il faudrait ajouter, cela va sans dire, les facteurs financiers proprement dits. Le capital, canadien ou étranger, est toujours en effet à la recherche d'une rentabilité qui tient compte des facteurs de base, du risque, de la concurrence et de la stabilité des marchés.

Le tableau ci-dessous illustre quelques-unes des performances manufacturières canadiennes.

TABLEAU 5

CANADA - PRODUCTION INDUSTRIELLES CHOISIES (1979)

Produit	Rang mondial	Quantité produite
Bière	8	20 812 000 d'hectolitres
Acier brut	11	13 581 000 tonnes métriques
Ciment	20	9 933 000 tonnes métriques
Essence (gazoline)	2	26 733 000 tonnes métriques
Véhicules moteurs	6	1 777 000 unités
Papier-journal	1	8 169 000 tonnes métriques

Source: *(Encyclopedia Americana, 1980)*

4. *Indicateurs comparatifs globaux*

La consommation énergétique et le Produit National Brut (P.N.B.)[1] sont des indicateurs à la fois synthétiques et globaux de l'activité économique d'un pays industrialisé. C'est pourquoi nous les utilisons en vue de comparer le Canada à un certain nombre de pays.

A) *Énergie*

Comme les États-Unis et l'U.R.S.S., le Canada produit de l'énergie à partir d'un éventail à peu près complet de ressources de base: charbon, pétrole, gaz naturel, hydro-électricité, uranium. De leur côté, la plupart des pays européens produisent surtout du charbon et doivent importer d'énormes quantités de pétrole; ils l'obtiennent notamment, des pays arabes dont c'est par ailleurs, l'unique production.

1. P.N.B. voir la définition à la page 20.

Le caractère complet de l'éventail est avantageux sur le plan de la diversité industrielle et favorise un taux élevé de consommation par habitant Celui-ci traduit lui-même le niveau de développement industriel, d'où l'on extrapole souvent l'état général de la prospérité nationale.

Le tableau 6 rend compte de la situation comparée du Canada.

TABLEAU 6

PRODUCTION ET CONSOMMATION D'ÉNERGIE DU CANADA ET DE QUELQUES PAYS (1979)
(en millions de tonnes équivalentes de charbon)

Pays	Production totale	Consommation totale	Consommation par habitant
États-Unis	2 050	2 486	11.4
U.R.S.S.	1 674	1 350	5.5
Arabie Saoudite	644	18	1.3
Chine	615	590	0.8
Iran	467	50	1.8
CANADA	259	230	9.9
Royaume-Uni	198	295	5.2
Allemagne (R.F.A.)	166	364	6.0
France	45	232	4.4

Source: *(Encyclopedia Americana, 1980)*

De ce tableau, se dégage très nettement la position favorable du Canada. La poursuite des comparaisons aurait montré le Japon avec 3,8 tonnes par habitant, le Mexique avec 1,4, le Brésil avec 0,79, etc. Or, le Japon est un état déjà fort industrialisé, tandis que le Mexique et le Brésil ne sont encore que moyennement et faiblement industrialisés.

B) *Produit National Brut (P.N.B.)*

Le P.N.B., qui est la somme des valeurs de toutes les productions de l'économie nationale, traduit évidemment le niveau de cette économie. Il en indique aussi, jusqu'à un certain point, le caractère. Il est évident, que plus une économie est commercialisée, plus grand est le nombre de transactions qui apparaîtront dans la comptabilité nationale. Calculé sur la base de chacun des habitants, le P.N.B devient un indicateur comparatif de tout premier intérêt même s'il n'est pas assuré que sa répartition favorise également chaque individu qui compose la collectivité.

Le tableau 7 illustre la situation avantageuse du Canada, qui se classe au huitième rang des pays du monde et au cinquième, parmi les pays industrialisés, quant au P.N.B.

TABLEAU 7

PRODUIT NATIONAL BRUT (P.N.B.) DU CANADA ET DE QUELQUES PAYS EN 1977

	P.N.B. total en millions de dollars U.S.	P.N.B. par habitant en dollars U.S.	Rang mondial P.N.B. par habitant
États-Unis	2 106 600	8 640	6
Japon	930 000	5 640	11
U.R.S.S.	780 635	3 010	-
Allemagne (R.F.A.)	634 200	8 160	9
France	463 000	7 290	10
Royaume-Uni	302 000	4 430	-
Italie	259 000	3 450	-
CANADA	204 000	8 450	8
Suède	84 900	9 250	5
Suisse	83 900	9 960	4
Norvège	34 900	8 540	7
Emirats Arabes Unis	12 000	14 420	1
Koweit	11 900	12 700	2
Qatar	1 000	11 670	3

Source: *(Encyclopedia Americana, 1980)*

CONCLUSION

Dans une publication récente consacrée à l'état du monde en 1980, on écrit ce qui suit: "Pour les ressources, la réalité canadienne s'inscrit au superlatif..." Même si la mise en valeur de ces ressources se fait dans des conditions climatiques difficiles, au prix d'énormes investissements dans les infrastructures, les transports, les routes et les communications, il ne fait pas de doute que le Canada bénéficie d'un exceptionnel éventail de ressources, du voisinage des États-Unis - qui sont toujours le plus grand marché de consommation au monde - et de capitaux qui lui sont venus et lui viennent encore de l'Europe, des États-Unis et maintenant du Japon. À cela, il faut ajouter l'immigration qui lui a permis d'accroître sa population et son marché intérieur, entraînant également des capitaux et une main-d'oeuvre adulte déjà formée.

Cette économie se débat présentement dans les redoutables problèmes de l'inflation qui engendre, surtout dans certaines parties du pays, des taux de chômage devenus vraiment excessifs. De ces points de vue, elle ne se distingue guère de l'économie des autres pays industrialisés qui, presque tous cependant, ont de plus forts marchés intérieurs et de plus longues traditions de relations internationales.

Chapitre deuxième

IMMIGRATION ET DIVERSITÉ CANADIENNE

L'immigration a toujours été la source de peuplement du territoire canadien. Ce que nous désirons traiter dans ce chapitre, c'est essentiellement la diversité éthnique, culturelle et régionale qu'elle a forcément entraînée ainsi que certains problèmes politiques qui peuvent s'y rattacher. Nous le ferons sucessivement dans une perspective historique, en examinant les tendances de l'immigration récente et en dégageant quelques aspects socio-culturels et politiques.

1. *L'Immigration jusqu'en 1930*

A) *Immigration préhistorique*

L'immigration préhistorique est encore mal connue. Le mode de vie des populations les plus anciennes n'a pas favorisé l'abondance des vestiges reconnaissables par l'archéologie: bois, fourrures et cuir se détériorent en effet rapidement. De toutes façons, les glaciations quaternaires ont contribué à oblitérer presque complètement les traces les plus antiques de l'occupation du sol.

Il paraît assuré que des Asiatiques sont venus par l'Alaska il y a environ 65 000 ans pour s'installer dans le Nord-Ouest canadien. On ne peut cependant établir la continuité avec les groupes plus récents de migrateurs qui, par vagues successives provenant du Nord-Ouest aussi bien que du Sud, il y a peut-être 15 000 ans, mais sûrement après la dernière glaciation, c'est-à-dire il y a 10 000 ans, formèrent le fond indigène que l'on rencontre encore au pays. En contact avec les Européens à partir du seizième siècle, ces populations ont été dressées les unes contre les autres et largement décimées. On dénombre aujourd'hui environ 300 000 Indiens vivant dans plus de 2 000 territoires réservés, dans le Sud et le Moyen-Nord, et près de 20 000 Inuits, dans les régions côtières du Grand-Nord.

A partir du 10^{e} siècle, des Norsemen[1] ont fréquenté le Labrador et les côtes de l'Atlantique. Ils ne se sont pas établis cependant de façon durable.

B) *Colonisation française*

Bien que le pays ait été découvert au début du seizième siècle, ce n'est pas avant la fin de ce siècle, et surtout au siècle suivant, que s'amorcera une véritable colonisation. L'Acadie, jusqu'en 1713, et la Nouvelle-France seront les foyers de peuplement. Numériquement, il s'agit d'une immigration de faible importance: 10 000 personnes environ en 150 ans, ce qui fait une moyenne un peu supérieure à 60 par année! Historiquement cependant, il s'agit d'un fait d'importance capitale puisque se préparait ainsi la caractéristique ethnique, linguistique et culturelle dominante du Québec actuel. Par ailleurs, le retour des Acadiens, longtemps après leur déportation, allait assurer l'existence d'une importante minorité francophone, principalement au Nouveau-Brunswick.

---

1. Norsemen: hommes venus du Nord.

C) *Le siècle suivant la Conquête*

Immédiatement après la Conquête, il n'y eut pas d'immigration britannique massive vers le Canada. Il faut excepter, bien entendu, les fonctionnaires, les militaires et les marchands qui s'installèrent surtout dans les villes: Québec, Montréal et Halifax. Le véritable flux migratoire fit suite à l'Indépendance des États-Unis qui amena, après 1783, les Loyalistes britanniques à s'établir dans trois foyers principaux: les Cantons de l'Est, dans le Sud du Québec, le Sud et l'Est de l'Ontario; et les colonies de l'Atlantique. Ainsi, déjà au début du dix-neuvième siècle, le futur Canada avait-il acquis les éléments de son caractère bi-ethnique fondamental.

Pendant la première moitié du dix-neuvieme siècle, les Britanniques essentiellement (Anglais, Écossais, Irlandais) vont alimenter un courant immigratoire continu qui, entre 1852 et 1866, atteindra une moyenne annuelle de 20 713 personnes.

D) *Immigration européenne massive, de 1867 à 1930*

Mieux que les mots, le tableau 8 permet de suivre l'évolution numérique de l'immigration canadienne jusqu'en 1930. On peut déceler quatre sous-périodes:

TABLEAU 8

IMMIGRATION AU CANADA DE 1852 à 1977

Période	Nombre total d'immigrants reçus	Nombre d'années de la période	Nombre moyen annuel d'immigrants
1852-1866	310 690	15	20 713
1867-1902	1 778 886	36	49 414
1903-1914	2 507 527	12	208 960
1915-1918	207 334	4	51 834
1919-1930	1 476 724	12	123 060
1931-1939	147 238	9	16 360
1940-1945	72 256	6	12 043
1946-1960	2 005 231	15	133 682
1961-1977	2 508 422	17	147 555
TOTAL	11 014 308	126	87 415

Source: *(Annuaires du Canada)*

- 50 000 immigrants par an en moyenne jusqu'à la fin du dix-neuvième siècle;

- près de 210 000 par an en moyenne dans la décennie qui a précédé la Première Guerre Mondiale, courant dont l'intensité n'a jamais été dépassé;

- retour à environ 50 000 par an pendant la Guerre de 1914-1918;

- reprise avec une moyenne annuelle de près de 125 000 jusqu'au début de la Crise mondiale des années '30.

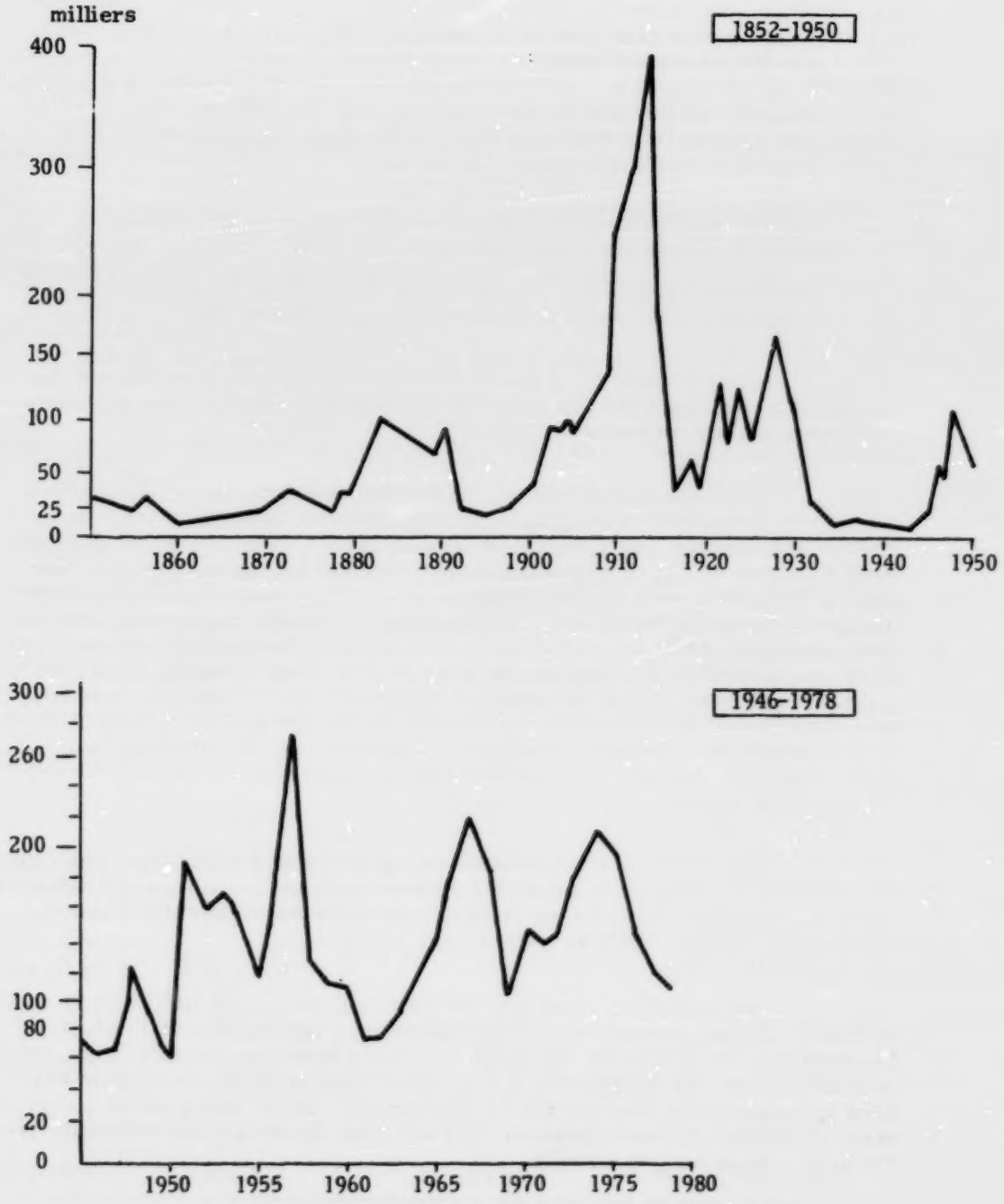
L'importance de cette immigration s'explique à la fois par les raisons qui incitaient les Européens à quitter leur pays et par les motifs qui pouvaient les attirer au Canada.

Pendant la seconde moitié du dix-neuvième siècle, l'Europe a connu une croissance démographique considérable coïncidant avec son avance industrielle, les débouchés commerciaux qu'elle possédait partout dans le monde et, pour plusieurs pays (Grande-Bretagne, France, Belgique, Pays-Bas, Allemagne, Espagne et Portugal notamment), la constitution ou la consolidation d'empires coloniaux dans tous les autres continents: Asie, Afrique, Océanie, Caraïbes... et Canada! Partir aux colonies était alors une véritable décision de carrière et d'avenir. D'autant plus que les capitaux européens, fort abondants, trouvaient des débouchés très rentables dans la construction des chemins de fer et des autres infrastructures, dans l'industrie et dans le commerce. L'administration coloniale pour sa part, était une carrière très recherchée, surtout au sein de la noblesse un peu désoeuvrée.

Des événements particuliers, guerres et révolutions, ont fait fuir nombre de personnes pour des raisons souvent politiques: Allemands, après la conquête prussienne; Italiens, après le Risorgimento; Polonais, Ukrainiens, Grecs, Juifs et autres.

Le Canada attirait par les horizons de travail qu'il offrait dans le chemin de fer, les mines - l'or notamment, l'agriculture et l'industrie. Les sociétés de chemin de fer et de transport maritime faisaient elles-mêmes le recrutement des immigrants a qui, avec l'agrément du Gouvernement, elles garantissaient des emplois et des terres. Cette immigration a surtout servi à peupler l'Ouest canadien, qui est ainsi devenu multi-ethnique avec l'anglais comme langue usuelle.

Graphique 1 *ÉVOLUTION NUMÉRIQUE DE L'IMMIGRATION AU CANADA*
De 1852 à 1978



Source: *(Statistique Canada, Livre vert sur l'immigration et Annuaires du Canada)*

2. *L'Immigration récente*

Les années s'étendant entre 1930 et 1945 ont marqué un déclin presque total de l'immigration: à peine plus de 200 000 personnes pendant ces quinze ans. Pendant la Crise économique mondiale, le Canada, comme plusieurs autres pays, est devenu extrêmement protectionniste, se conformant ainsi aux pressions de l'opinion publique, et notamment des syndicats ouvriers. Ce fut ensuite la Seconde Guerre Mondiale pendant laquelle l'immigration fut réservée à quelques privilégiés qui, dans bien des cas, se trouvaient dans l'incapacité de réintégrer leur pays.

Les années de l'après-guerre, c'est-à-dire depuis 1946 jusqu'à aujourd'hui, peuvent se subdiviser en deux périodes bien que les moyennes annuelles soient sensiblement les mêmes, oscillant autour de 140 000. Immédiatement après la guerre, le Canada dut accueillir bon nombre de "personnes déplacées" et d'apatrides à cause des nombreux bouleversements de la carte européenne. Il retrouva par la suite les sources traditionnelles de son immigration, mais avec des contingents croissants d'Italiens, d'Espagnols et de Portugais ainsi que des Africains du Nord. Depuis 1960, on note une plus grande diversification des sources de l'immigration, en provenance des pays du Commonwealth situés en Asie, dans les Antilles et en Afrique. Le cas des réfugiés (Hongrois, Polonais, Vietnamiens) mérite aussi d'être signalé.

Le tableau 9 et la carte 5 illustrent la provenance de l'immigration récente.

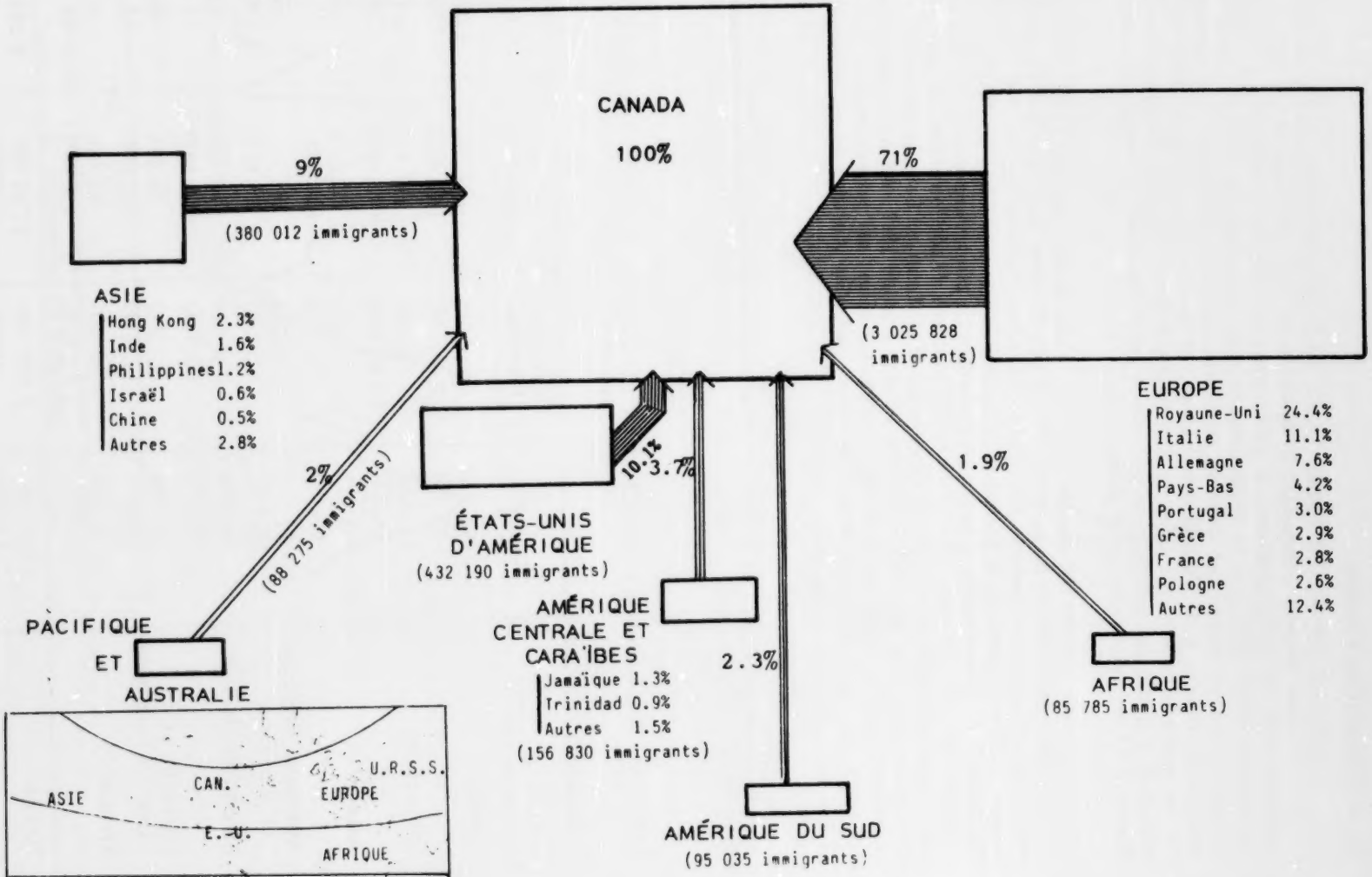
TABLEAU 9

CANADA - ORIGINE DES IMMIGRANTS AU COURS DE TROIS PÉRIODES RÉCENTES 1946-1977

Régions	1946-1957	Périodes 1958-1967	1968-1977	Total
Europe	1 467 212 (87,8%)	944 080 (75,38%)	614 536 (45,78%)	3 025 828 (70,96%)
États-Unis	111 695 (6,7%)	132 585 (10,59%)	187 910 (13,99%)	432 190 (10,13%)
Asie	33 771 (2,0%)	74 642 (5,96%)	271 598 (20,23%)	380 012 (8,91%)
Amérique Centrale et Caraïbes	11 356 (0,68%)	29 753 (2,37%)	115 721 (8,62%)	156 830 (3,67%)
Amérique du Sud	11 829 (0,7%)	20 346 (1,62%)	62 860 (4,68%)	95 035 (2,22%)
Australie et Îles du Pacifique	25 238 (1,52%)	26 832 (2,14%)	36 205 (2,69%)	88 275 (2,07%)
Afrique	8 240 (0,49%)	24 060 (1,92%)	53 485 (3,98%)	85 785 (2,01%)
TOTAL	1 669 340 (100%)	1 252 299 (100%)	1 342 315 (100%)	4 263 954 (100%)

Source: *(Statistique Canada et Annuaires du Canada)*

Carte 5 *SCHÉMATISATION DE LA PROVENANCE GÉOGRAPHIQUE DES IMMIGRANTS AU CANADA*
Période 1946-1977 - (en pourcentages) - Immigration totale: 4 263 954



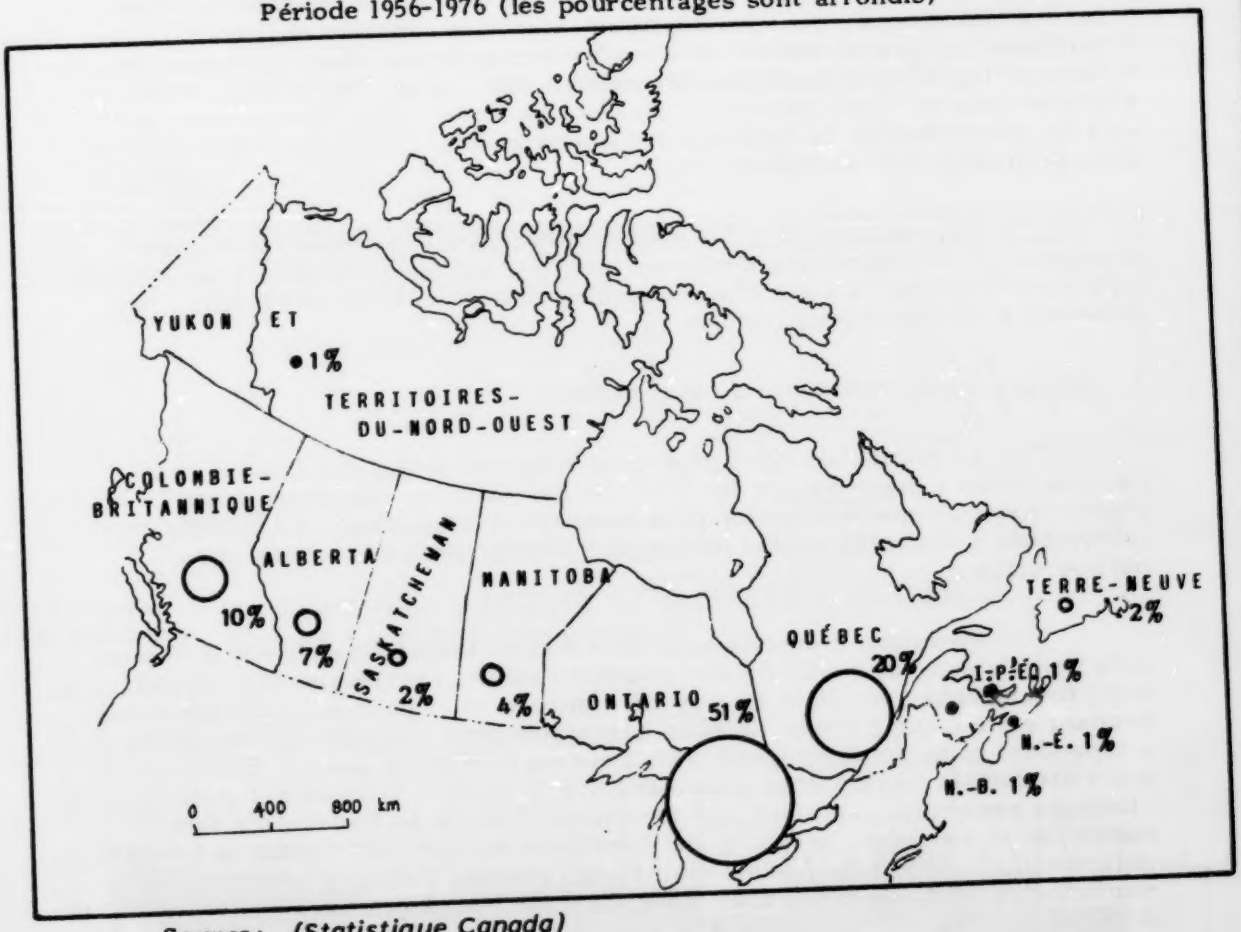
Source: *(Statistique Canada et Livre vert sur l'immigration)*

3. *Implantation géographique des immigrants*

Au cours des années récentes, les immigrants ont recherché les provinces les plus industrialisées et les plus urbanisées. Ils ont imité en cela le comportement des Canadiens eux-mêmes, attirés par les meilleurs horizons de travail, les plus forts salaires et un niveau de vie élevé.

La carte 6 montre la destination de l'immigration au cours de la période de 1956 à 1976.

Carte 6 *DESTINATION DES IMMIGRANTS PAR PROVINCE ET TERRITOIRES* -
Période 1956-1976 (les pourcentages sont arrondis)



Source: *(Statistique Canada)*

On remarque la prédominance de l'Ontario (51%), suivie du Québec (20%), et de la Colombie-Britannique (10%) les trois provinces déjà les plus peuplées et les plus industrialisées. La répartition dans les autres parties du pays suit ce modèle. Il existe donc une corrélation évidente dans l'attraction des immigrants entre leur recherche de travail et de bien-être et les pôles économiques les plus dynamiques du pays.

Il existe quelques spécialités nationales dans la destination des immigrants, en rapport très souvent avec les métiers et professions pour lesquels ils ont plus d'aptitudes. Ainsi, les Italiens s'installent dans toutes les grandes villes, Toronto et Montréal principalement, et on les trouve dans la restauration, dans la maçonnerie et les autres métiers de la construction ainsi que dans le commerce des fruits, des légumes et des fleurs. Les Antillais préfèrent les villes et s'orientent vers des emplois tertiaires, dans le service domestique, dans les hôpitaux, etc. Les Japonais et Chinois s'établissent en grand nombre en Colombie-Britannique. Dans quelques cas, le facteur linguistique peut jouer un certain rôle: ainsi les Haïtiens et les Africains francophones choisissent souvent Montréal. Les "fronts pionniers" sont un autre élément de l'attraction des immigrants: nouvelles villes minières, lieux de prospection pétrolière, etc.

On remarque que les statistiques disponibles nous renseignent seulement sur les intentions déclarées lors de l'arrivée au pays. Il est évident qu'il se produit par la suite d'innombrables changements de localisation, impossibles à chiffrer avec précision.

4. *Immigration et croissance de la population*

La population d'un pays peut s'accroître de deux façons: par l'excédent des naissances sur les décès et par un bilan migratoire positif, c'est-à-dire par une immigration plus forte que l'émigration. Au Canada, la conjoncture a beaucoup évolué sur le plan démographique au cours du dernier siècle.

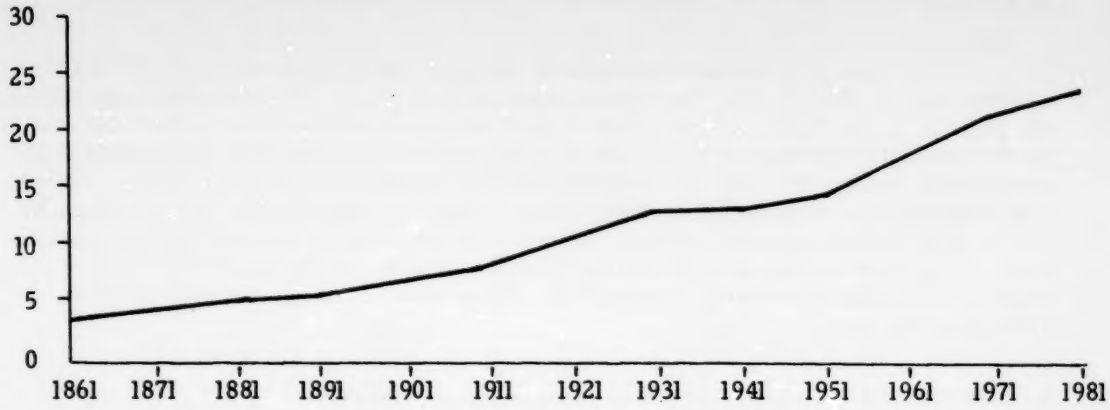
En raison d'un fort taux de natalité, toujours supérieur à 30 pour mille dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle, l'accroissement naturel a été considérable, oscillant en moyenne entre 14 et 19 pour mille chaque année. Pendant cette même période, le bilan migratoire pour chacune des décennies a cependant toujours été négatif. En d'autres termes, le nombre de personnes qui quittaient le Canada était plus élevé que le nombre de ceux qui y immigraient. Plusieurs personnes, en effet, qui arrivaient d'abord au Canada n'y demeuraient pas et en outre, beaucoup de Canadiens de l'Est, du Québec notamment, émigraient alors vers les États-Unis. Il en est résulté malgré tout une augmentation sensible de la population du pays qui franchissait le cap des 5 000 000 d'habitants vers 1891. On peut dire que, pendant cette période, l'immigration a surtout compensé l'émigration.

De 1901 à 1930, les deux bilans, naturel et migratoire, sont demeurés positifs, aussi la population canadienne totale a-t-elle doublé en trente ans.

Graphique 2 *PRINCIPAUX INDICATEURS DÉMOGRAPHIQUES*

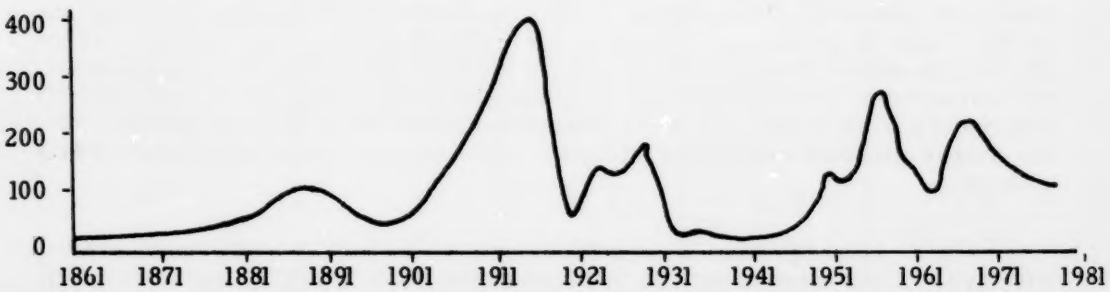
A- millions

POPULATION DU CANADA 1861-1981



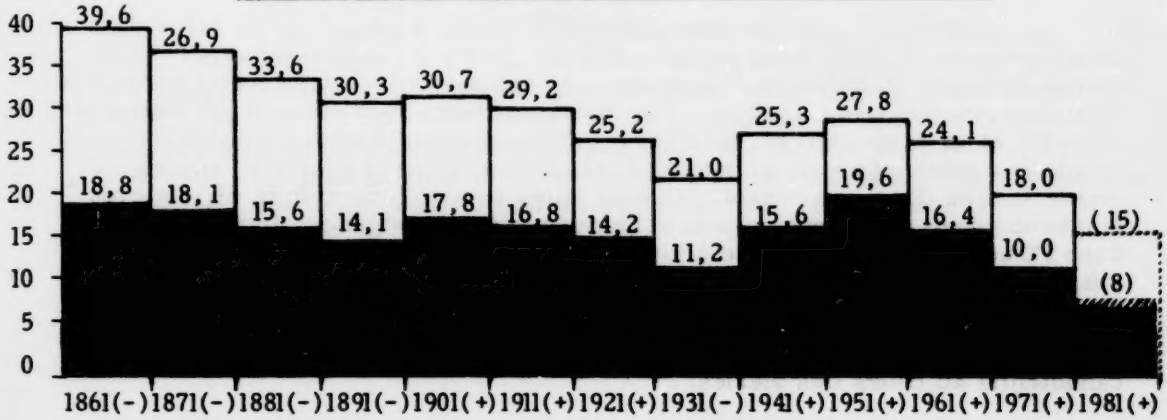
B- millions

CANADA - COURBE GÉNÉRALISÉE DE L'IMMIGRATION 1861-1981

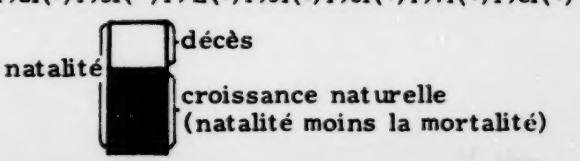


C- Taux pour mille habitants

CANADA: NATALITÉ ET CROISSANCE NATURELLE DE LA POPULATION 1861-1981



(+) bilan migratoire positif
(-) bilan migratoire négatif



Plus récemment, alors que la natalité diminue constamment, l'immigration contribue de façon encore plus nette à la croissance totale de la population. Elle sert à compenser le faible accroissement naturel.

Les graphiques juxtaposés de la page précédente permettent de suivre, entre 1861 et 1981, les principales étapes de l'évolution démographique du pays. Il est facile de conclure que l'immigration a toujours positivement contribué à la croissance de la population canadienne, soit en s'ajoutant à la croissance naturelle, soit en compensant l'émigration. On peut noter, enfin, que bon nombre d'immigrants arrivent au pays à l'âge adulte, ce qui signifie qu'ils sont immédiatement prêts à aborder le marché du travail, d'une part, mais également en mesure de fonder famille et d'avoir des enfants. Les régions d'immigration sont souvent des lieux très dynamiques sur le plan démographique.

5. *Immigration et diversité de la population canadienne*

A) *Groupes ethniques*

Les déclarations des personnes recensées en 1971 témoignent des origines européennes de la population canadienne: 96% du total. Le reste est constitué d'Asiatiques (1.3%), de Noirs (0.8%) et des Amérindiens (1.5%). Les Britanniques dominent, avec 44.6%, suivis des Français, avec 28.7%. En ordre décroissant on trouve ensuite les Allemands, les Italiens, les Ukrainiens, les Néerlandais, les Polonais et les Juifs, avec des effectifs supérieurs à un pour cent de la population totale pour chaque groupe. Tous les autres groupes européens viennent ensuite avec moins d'un pour cent chacun.

L'immigration a contribué, cela va de soi, à la diversité ethnique du pays. S'est ainsi constitué graduellement dans la réalité canadienne un pôle nouveau, un peu diffus et très variable suivant les régions, que l'on a désigné sous le vocable de Néo-Canadiens.

Ceux-ci représentent aujourd'hui plus du quart de la population canadienne mais, dans les quartiers et dans les banlieues de certaines villes comme Toronto, Montréal et Vancouver, ils constituent de très fortes minorités voire quelquefois des majorités. Ils possèdent leurs journaux, leurs émissions de radio et de télévision et, au Québec, leurs enfants doivent fréquenter l'école française même si, en majorité, ils ont tendance à adopter l'anglais comme langue d'usage courant. Comme leurs concitoyens établis depuis plus longtemps dans des communautés ethniques assez homogènes, Ukrainiens dans l'Ouest, ils ont tendance à jouer un rôle de plus en plus actif dans la vie municipale et au sein des organismes communautaires.

Le tableau suivant illustre la diversification de l'ethnicité canadienne au cours des siècles.

TABLEAU 10

ÉVOLUTION (EN POURCENTAGE) DES PRINCIPAUX GROUPES ETHNIQUES DANS LA POPULATION TOTALE DU CANADA ENTRE 1600 et 1960
(selon Louis-Edmond HAMELIN)

	Indiens et Esquimaux	Français d'origine	Anglais d'origine	Néo-Canadiens
Époque pré-Confédération				
1600	100	--	--	--
1680	93	5	1	--
1760	57	29	12	--
1790	36	36	27	--
1850	4,7	27	65	2
Époque post-Confédération				
1871	3	26	63	7
1901	1,8	29	59	9,5
1921	1,3	27	56	14
1961	1,2	30,4	43,8	24,6
1971	(1,5)	(28,7)	(44,6)	(25,2)

Il est évident que le concept de néo-canadien sous-tend une réalité fort mouvante dont il ne faut pas exagérer la portée: il est facile de déterminer quand on devient néo-canadien, mais un peu moins simple de fixer le moment où on cesse de l'être. L'acquisition de la citoyenneté est le geste officiel qui marque la rupture; dans la pratique cependant, il est clair que ne s'effacent pas instantanément tous les liens affectifs, personnels et sociaux qui définissent la culture et fondent les comportements.

Les personnes nées à l'étranger et dénombrées lors des recensements sont un bon indice de la persistance des effets de l'immigration et de leur ventilation régionale. Le tableau 11 permet de dégager plusieurs observations intéressantes:

- le nombre absolu de personnes nées à l'étranger augmente sans cesse de 1901 à 1971, passant de 700 000 à plus de trois millions;
- par rapport à la population totale, la proportion n'a jamais été aussi élevée qu'en 1931 (28.6%) alors qu'elle tend maintenant à se stabiliser autour de 18%;
- l'Ontario a toujours le plus fort contingent de personnes nées à l'étranger (51.8% du total canadien en 1971);
- le déclin procentuel a été constant dans les Provinces Maritimes et les Territoires de même qu'en Alsama;
- le Québec et la Colombie-Britannique ont connu une légère augmentation entre le début et la fin de la même période.

TABLEAU 11

POURCENTAGE DE LA POPULATION TOTALE DU CANADA NÉE À L'ÉTRANGER PAR PROVINCE EN 1901, 1931, 1961 et 1971

Provinces et Territoires	Pourcentage de la population totale née à l'étranger 1901	1931	1961	1971
Terre-Neuve	--	--	0,2	0,3
Îles-du-Prince-Édouard	0,6	0,1	0,1	0,1
Nouvelle-Écosse	3,5	1,8	1,2	1,1
Nouveau-Brunswick	2,6	1,1	0,8	0,7
Québec	12,7	10,9	13,7	14,2
Ontario	46,3	34,8	47,6	51,8
Manitoba	10,6	10,3	6,0	4,6
Saskatchewan		13,8	5,2	3,4
Alberta	9,6	13,3	10,1	8,6
Colombie-Britannique	11,3	13,8	14,9	15,1
Yukon et Territoires-du-Nord-Ouest	0,7	0,1	0,2	0,1
Pourcentage total	100,0	100,0	100,0	100,0
A. Population totale née à l'étranger (en milliers)	699	2 308	2 844	3 295
B. Population totale née au Canada (en milliers)	4 672	8 069	15 394	18 272
A/B en pourcentage	14,9	28,6	18,5	18,0

Source: *(Recensements du Canada)*

B) *Attraction des villes*

Puisque l'immigration récente a été largement attirée par les villes industrialisées, il peut être intéressant de voir comment se comportent et se distinguent les métropoles du pays.

TABLEAU 12

POURCENTAGE DE LA POPULATION NÉE À L'ÉTRANGER DANS CERTAINES VILLES CANADIENNES 1951, 1961 et 1971

Villes	Nés à l'étranger en pourcentage de la population totale		
	1951	1961	1971
St. Johns', T.-N.	2,2	2,8	3,6
Saint-Jean, N.-B.	5,4	5,2	4,5
Halifax	6,6	7,0	8,1
Québec	1,6	2,1	2,0
Montréal	12,3	17,2	18,8
Ottawa	11,8	15,6	16,3
Toronto	30,9	41,9	43,6
Hamilton	28,2	31,3	30,2
Winnipeg	30,2	28,5	24,9
Calgary	27,9	25,1	20,5
Edmonton	24,8	24,5	19,1
Vancouver	32,6	34,5	34,4
Total des villes précédentes	20,7	24,4	23,7
Ensemble du Canada (population totale)	14,7	15,6	15,3

Source: *(Recensements du Canada et Livre vert sur l'immigration)*

Toronto, Vancouver et Hamilton dominent nettement le tableau avec plus de 30% de leur population totale née à l'étranger: ce sont donc les villes canadiennes les plus cosmopolites. Une deuxième catégorie est constituée par Calgary, Edmonton, Montréal et Ottawa (autour de 20%), Winnipeg occupant une position intermédiaire. Les principales villes portuaires des provinces de l'Atlantique viennent ensuite beaucoup plus loin avec des pourcentages allant de 3 à 8. Québec, enfin, se situe en fin de liste avec 2% seulement, ce qui signifie qu'elle attire très peu l'immigration et demeure un bastion francophone.

6. *Immigration et contexte linguistique*

L'immigration s'insère dans un pays officiellement bilingue au plan fédéral, avec cependant des régimes linguistiques fort différents d'une province à l'autre. Il n'est pas facile d'analyser dans son détail le comportement des immigrants dans un pareil contexte. Voyons comment se présentait la situation au Recensement de 1971.

TABLEAU 13

POPULATION SELON LE GROUPE ETHNIQUE ET LA LANGUE MATERNELLE, CANADA, 1971

Groupes ethniques	Toutes les langues	Langue maternelle		
		Anglais	Français	Autres
Population totale	21 568 310 100,0%	12 967 440 60,1%	5 792 710 26,9%	2 808 160 13,0%
Britannique	9 624 115 100,0%	9 402 135 97,7%	148 630 1,5%	73 350 0,8%
Français	6 180 120 100,0%	644 715 10,4%	5 516 915 89,3%	18 490 0,3%
Autre	5 764 075 100,0%	2 920 590 50,7%	127 165 2,2%	2 716 320 47,1%

Source: *(Recensement du Canada, 1971)*

Bien que ces statistiques soient extrêmement difficiles à interpréter, on peut néanmoins faire quelques observations qui traduisent d'assez nettes tendances.

- Le groupe d'origines ethniques autres que Britannique et Français est maintenant sensiblement égal à celui d'origine française. Le mouvement va sûrement continuer en raison de la faible natalité et du vieillissement du groupe français, d'une part, et du maintien de l'immigration, facteur de croissance et de rajeunissement de la population, d'autre part.
- 10,4% du groupe d'origine française déclarent l'anglais comme langue maternelle alors que seulement 1,5% du groupe d'origine britannique déclare le français comme langue maternelle.
- Le français n'est la langue maternelle que de 2,2% de la population "autre", c'est-à-dire essentiellement des Néo-Canadiens dont, par ailleurs, 50,7% déclarent l'anglais comme langue maternelle.

Il est clair que la diversité canadienne oscille entre deux pôles linguistiques, l'anglais et le français, que la politique officielle du Gouvernement fédéral ne reconnaît en même temps qu'une situation sociologique de multiculturalisme. Celle-ci s'explique par: l'origine ethnique des habitants; les langues parlées; la répartition géographique de la population; le maintien de coutumes pour des raisons sociologiques, et quelquefois religieuses; certaines barrières raciales; les systèmes scolaires propres à chaque province; l'ensemble des législations, fédérales et provinciales; l'accent mis sur les droits individuels dans la tradition juridique et politique du pays; les modes contemporains de la communication audio-visuelle et écrite.

7. *Politique actuelle*

Enoncée dans le Livre Vert de 1974 et confirmée dans les lois fédérales subséquentes, la politique canadienne en matière d'immigration comporte les éléments suivants:

- objectif de 125 à 140 000 immigrants par année, ce qui tient compte de la capacité d'absorbtion du marché du travail;
- consultation des provinces pour la détermination des quotas désirables;
- mesures plus rigoureuses qu'autrefois en vue de contrer l'immigration illégale;
- non-discrimination raciale, religieuse, ethnique, etc.
- encouragement à l'acceptation d'immigrants pouvant assurer le développement du commerce, de l'industrie, du tourisme, des activités culturelles et scientifiques ainsi que de la compréhension internationale;
- les cas particuliers, celui des réfugiés massifs par exemple, feront l'objet de décisions tenant compte de principes équitables et humanitaires.

CONCLUSION

L'immigration, on l'a vu constamment au cours de ce chapitre, sert les objectifs de la société canadienne multiculturelle. Elle aide à maintenir un marché intérieur suffisant. Enfin, elle prend en partie la relève du très faible taux de l'accroissement naturel et contribue au rajeunissement de la population. Ce sont là, somme toute, des éléments d'évaluation fort positifs. En période de récession économique, de chômage croissant et de tensions politiques, tous ne s'accordent pas cependant sur l'aspect positif de cette évaluation. L'immigration demeure l'un des points chauds de la vie canadienne.

Chapitre troisième

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

"Plus que celle de tout autre pays peut-être, l'économie canadienne est tributaire depuis longtemps du commerce avec les autres pays, de l'investissement étranger, de l'immigration.

(Conseil économique du Canada)

Le Canada se classe aux tout premiers rangs des nations commerçantes du monde. En chiffre absolus, il se situe au dixième rang mondial. Si on considère la valeur du commerce extérieur par habitant, seuls quelques pays se trouvent sur un plan égal ou supérieur à celui du Canada; on peut mentionner la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg, la Suisse, le Danemark, la Suède et la Norvège, tous depuis très longtemps spécialisés dans le commerce.

TABLEAU 14

VALEUR DU COMMERCE EXTÉRIEUR DU CANADA ET DE QUELQUES PAYS - 1978
(en milliards de dollars U.S.)

Pays	Importations	Exportations	Balance commerciale
États-Unis	182,8	141,2	-41,6
Allemagne (R.F.A.)	120,6	142,1	21,5
France	81,8	76,6	5,2
Japon	78,7	97,5	18,8
Royaume-Uni	78,6	71,7	-6,9
Italie	56,4	56,0	-0,4
Pays-Bas	53,8	51,0	-2,8
U.R.S.S.	50,5	52,2	1,7
Luxembourg	48,4	44,9	-3,5
Canada	43,4	46,0	2,6

Source: *(Encyclopedia Americana, 1980)*

Si on étudiait en détail les données précédentes et celles des dix dernières années, on constaterait que le commerce extérieur a une importance relative fort variable suivant les pays. Ainsi, les exportations des États-Unis représentent 6% de leur Produit National Brut alors que, dans le cas du Canada, il s'agit de près de 20%. C'est dire à quel point le pays a besoin d'écouler à l'étranger une part importante des ressources et des biens que produit sa main-d'oeuvre.

1. *Evolution du commerce extérieur*

Pendant longtemps, le Canada n'a pratiquement exporté que des fourrures. La première grande impulsion commerciale porta sur le bois et se produisit au début du dix-neuvième siècle, a l'époque où le blocus napoléonien privait l'Angleterre de ses sources habituelles d'approvisionnement. De 1854 à 1866, un traité de réciprocité avec les États-Unis permit au Canada d'alors d'affermir ses liens commerciaux avec un voisin qui fut, dès lors, et demeure aujourd'hui son principal partenaire, tant pour les importations que pour les exportations. La seconde moitié du dix-neuvieme siècle fut assez peu stimulante pour le commerce canadien en raison notamment des barrières tarifaires existant presque partout; l'économie nationale s'en tira grâce à l'accroissement de son marché intérieur, activé par l'apport des immigrants et des capitaux.

Au début du vingtième siècle, le Canada était devenu un important producteur de blé. Des ententes préférentielles avec la Grande-Bretagne lui permirent d'augmenter considérablement ses exportations non seulement de blé, mais également de produits forestiers, de papier et de minerais. Cette conjoncture, fortement stimulée par la première Guerre Mondiale (1914-1918), se maintint tant bien que mal pendant les années '30, celles de la crise économique mondiale. La seconde Guerre Mondiale (1939-1945) eut des effets extrêmement stimulants sur le commerce extérieur du Canada, qui devint l'un des principaux pourvoyeurs des Alliés en matières premières, armements, aliments et produits manufacturés de toutes sortes. Ces tendances se sont maintenues jusque dans les années '60, à la faveur entre autre de la guerre froide et des nouveaux horizons commerciaux engendrés par l'aide aux pays sous-développés. Depuis 1947, le Canada adhère au GATT (*General Agreement on Tariffs and Trade*). Il participe aux négociations périodiques qui se tiennent entre les pays les plus industrialisés et qui visent a rendre le commerce international à la fois plus libre et plus efficace.

Ces dernières années, le Canada a diversifié son commerce de deux façons principales: tout d'abord en augmentant ses échanges avec un plus grand nombre de moyens et petits partenaires et, ensuite, en exportant des quantités de plus en plus considérables de produits manufacturés. Il demeure cependant spécialisé dans l'exportation de matières premieres et produits semi-ouvrés, alors qu'il importe principalement des produits finis.

2. *Partenaires commerciaux*

Le Canada entretient des relations commerciales avec tous les pays du monde. L'importance des échanges est cependant très variable. Considérons l'état de la situation au cours de la période 1967-1977 (tableau 15).

TABLEAU 15

COMMERCE DU CANADA AVEC SES PARTENAIRES
1967-1977
(valeur exprimée en millions de dollars)

	États-Unis	Royaume-Uni	Autres pays de la C.E.E.	Japon	Autres pays	Total
Exportations						
1967	7 332	1 178	721	574	1 615	
1968	9 285	1 226	789	608	1 771	
1969	10 551	1 113	887	626	1 694	
1970	10 900	1 501	1 242	813	2 364	
1971	12 025	1 395	1 145	831	2 424	
1972	13 973	1 385	1 178	965	2 649	
1973	17 129	1 604	1 581	1 814	3 293	
1974	21 399	1 929	2 175	2 231	4 708	
1975	21 697	1 800	2 358	2 133	5 257	
1976	25 796	1 868	2 664	2 389	5 429	
1977	30 893	1 945	2 764	2 512	6 083	
Total (11 ans)	180 980	16 944	17 504	15 496	37 287	268 211
Moyenne annuelle	16 453	1 540	1 591	1 409	3 390	24 383
Pourcentage moyen	67%	6%	7%	6%	14%	100%
Importations						
1967	7 952	649	635	294	1 343	
1968	9 051	696	698	360	1 555	
1969	10 243	791	831	496	1 769	
1970	9 917	738	849	582	1 866	
1971	10 951	837	984	803	2 043	
1972	12 878	949	1 215	1 071	2 556	
1973	16 502	1 005	1 477	1 011	3 330	
1974	21 387	1 126	1 920	1 430	5 859	
1975	23 616	1 222	2 074	1 205	6 574	
1976	25 737	1 152	2 028	1 525	7 027	
1977	29 552	1 281	2 357	1 802	7 076	
Total (11 ans)	177 786	10 446	15 068	10 579	40 998	254 877
Moyenne annuelle	16 162	950	1 370	962	3 727	23 171
Pourcentage moyen	70%	4%	6%	4%	16%	100%
Balance commerciale (11 ans)	+3 194	+6 498	+2 436	+4 917	+3 711	+13 344
Balance commerciale annuelle moyenne	+290	+591	+221	+447	-337	+1 212

Ce tableau montre l'importance d'un seul partenaire, les États-Unis, dont le pourcentage des importations et des exportations oscille autour de 70. Cela s'explique par le voisinage, bien entendu, mais surtout par l'énorme potentiel de production et de consommation industrielle et privée, que représente ce pays dont la population est dix fois celle du Canada et dont le niveau de vie est l'un des plus élevés au monde. Tous les moyens de transport servent à ces échanges: terrestres, maritimes et aériens. Au cours de la période 1967-1977, la valeur totale du commerce canadien avec les États-Unis a augmenté de plus de quatre fois. C'est dire à quel point l'activité des ports, aéroports, gares et autres centres d'expédition ou de transbordement est tributaire du commerce avec notre impressionnant voisin du Sud.

Le Royaume-Uni, à cause de liens historiques particuliers, occupe une place encore importante dans le commerce extérieur canadien. À noter cependant que, depuis 1974, il a cédé la place au Japon comme second partenaire. L'adhésion récente du Royaume-Uni à la Communauté Économique Européenne ne semble pas avoir modifié le rythme de croissance des échanges avec le Canada, deux fois plus considérable en 1977 qu'en 1967.

L'ensemble des pays de la C.E.E. constitue le quatrième partenaire, avec des échanges légèrement supérieurs à ceux du Japon et du Royaume-Uni. À l'intérieur de ce bloc on distingue, par ordre d'importance, la République Fédérale Allemande, la France, l'Italie et la Belgique.

Le graphique 3 illustre la destination des exportations et la provenance des importations. L'année 1973 a été retenue parce qu'elle caractérise assez bien les tendances de la dernière décennie.

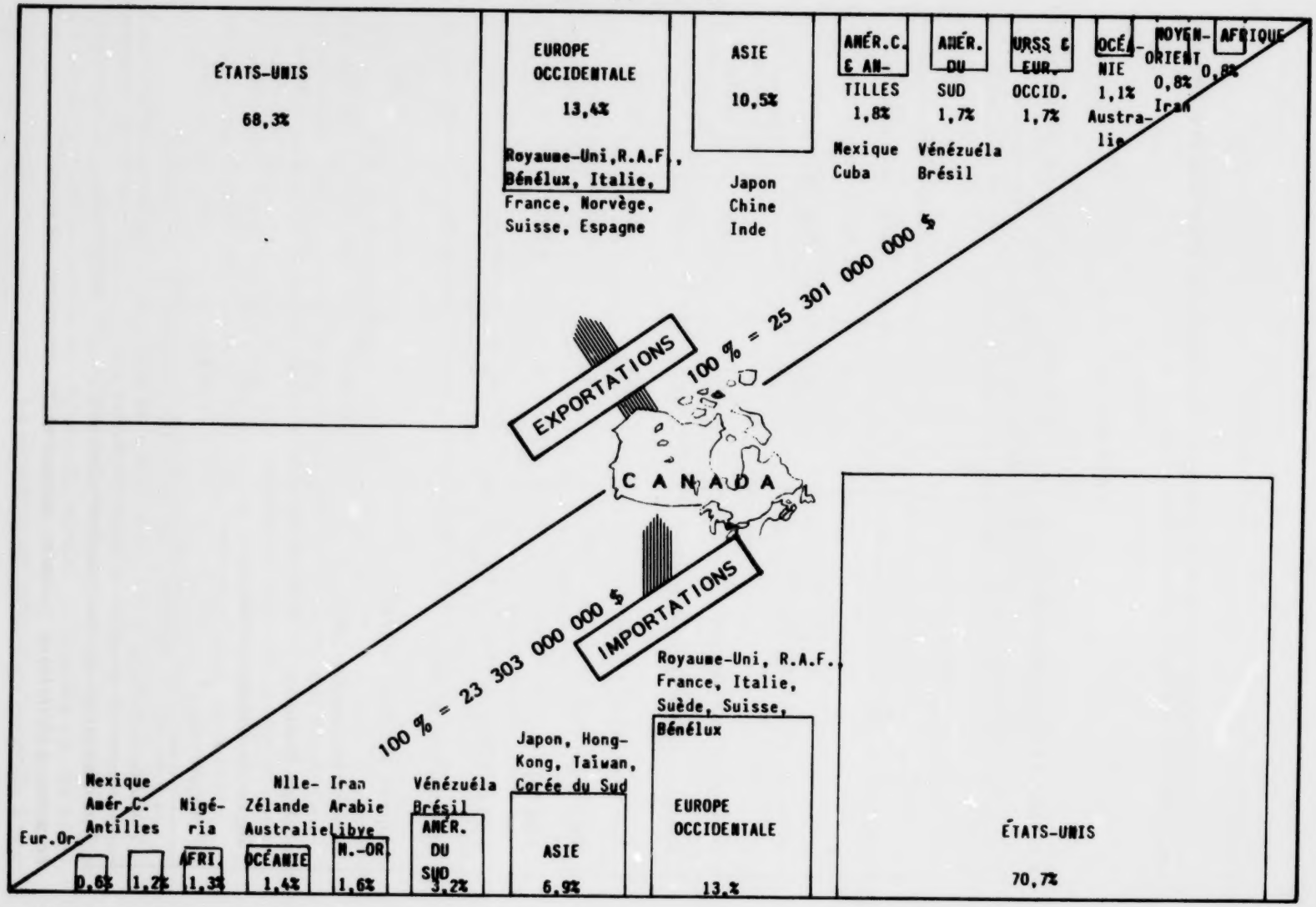
En plus des pays déjà cités, on peut noter quelques partenaires également fort importants. Ainsi l'U.R.S.S. et la République Populaire de Chine se classent maintenant aux sixième et septième rangs d'après la valeur des exportations. L'Australie, le Vénézuéla et le Mexique sont habituellement parmi les quinze principaux acheteurs de produits canadiens. Côté importations, le Vénézuéla (5^{e}), Taïwan (10^{e}), l'Iran (11^{e}) et Hong Kong (14^{e}) occupent des places de choix.

3. *Produits échangés*

Les produits exportés par le Canada sont évidemment le reflet des ressources de base dont il dispose et des spécialités de sa production manufacturière. Aussi, n'est-il pas étonnant ces dernières années, de trouver en position prépondérante les véhicules automobiles, les métaux à diverses étapes de transformation, la pâte de bois et le papier, le pétrole et le blé.

Quant aux importations, elles sont dominées par les automobiles (petits modèles), les machines et les biens d'équipement, les aliments, le pétrole, les appareils électroniques.

Graphique 3 *VENTILATION GÉOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTÉRIEUR CANADIEN*
(année-type 1973)



(Seuls sont mentionnés les pays qui occupent les premiers rangs, dans l'ordre.)

Les tableaux 16 et 17 donnent l'évolution des échanges par grandes catégories de produits entre 1968 et 1977.

TABLEAU 16

EXPORTATIONS DE MARCHANDISES - GRANDES CATÉGORIES DE PRODUITS CANADA 1968, 1973 et 1977
(millions de dollars)

Produits	1968	1973	1977
Blé	684	1 221	1 826
Animaux et autres produits comestibles	929	1 937	2 717
Minerai et concentrés	1 262	2 000	2 730
Pétrole brut et gaz naturel	600	1 833	3 779
Autres produits bruts	605	1 192	2 336
Bois d'oeuvre	656	1 599	2 386
Pâte de bois	628	1 082	2 156
Papier journal	990	1 288	2 381
Métaux travaillés	1 605	2 084	3 530
Autres matières travaillées	975	2 171	4 456
Véhicules automobiles	2 672	5 415	10 134
Autres machines et équipement	1 340	2 445	3 943
Biens de consommation	303	562	903
Réexportation*	373	583	862
TOTAL	13 624	25 421	44 131

* Exportation de marchandises qui avaient été importées.

Source: *(Statistique Canada, Sommaire du commerce extérieur)*

TABLEAU 17

IMPORTATIONS DE MARCHANDISES - GRANDES CATÉGORIES DE PRODUITS
CANADA 1968, 1973 et 1977
(millions en dollars)

Produits	1968	1973	1977
Animaux et produits comestibles	918	1 981	3 302
Pétrole brut	373	943	3 222
Autres matières brutes	754	1 075	2 046
Matières travaillées	2 435	4 282	7 021
Véhicules automobiles	3 001	6 081	11 320
Autres machines et équipement	3 477	6 477	10 558
Autres produits finis et divers	1 401	2 487	4 583
TOTAL	12 358	23 325	42 053

Source: *(Statistique Canada, Sommaire du commerce extérieur)*

Le cas du pétrole n'est pas sans intérêt. Gros producteur, le Canada pourrait théoriquement suffire à ses besoins. Jusqu'ici cependant, la production de l'Ouest canadien a alimenté exclusivement les raffineries situées dans la région du Sud de l'Ontario, de l'Alsama et de la Colombie-Britannique. De là se font des exportations relativement importantes vers les États-Unis. Toutes les raffineries canadiennes situées à Montréal et dans l'Est du pays sont alimentées par le pétrole brut importé des pays du Moyen-Orient, de certains états africains ainsi que du Vénézuéla et du Mexique.

Non moins intéressant est le cas des textiles, naturels et synthétiques, qui constituent une part importante de l'industrie manufacturière canadienne. La production nationale est presque uniquement écoulée sur le marché intérieur du pays, non pas pour des raisons de qualité, mais pour des raisons de prix, la main-d'oeuvre canadienne étant exigeante et chère. Taïwan, Hong Kong, l'Inde et l'Espagne, qui produisent à meilleur compte, trouvent au Canada un important débouché commercial dans ce domaine.

On pourrait évidemment multiplier les exemples. Chacun à sa façon, illustrerait les choix difficiles qui se font, entre la libéralisation commerciale et le protectionnisme tarifaire, dans le contexte du capitalisme industriel et commercial et dans celui de la coopération internationale en vue du développement de toutes les régions du monde. Le Canada vit ces problèmes avec une intensité particulière, étant donné sa grande dépendance à l'endroit du commerce extérieur. La situation est cependant générale à travers tous les pays industrialisés.

4. *Balance commerciale*

Sauf en 1975, la valeur des exportations canadiennes a toujours été supérieure à celle des importations au cours de la décennie choisie comme exemple, ce qui démontre une balance commerciale favorable. Cela est d'autant plus important que le Canada est souvent déficitaire dans les autres transferts monétaires internationaux: bénéfices des entreprises, transferts bancaires de toutes natures, dépenses effectuées a l'étranger par les touristes, etc. Il n'en demeure pas moins que les surplus commerciaux sont toujours un élément très positif de la balance de paiements sur laquelle se greffent plusieurs questions monétaires, telles la valeur des devises et les réserves d'or.

5. *Problemes et perspectives*

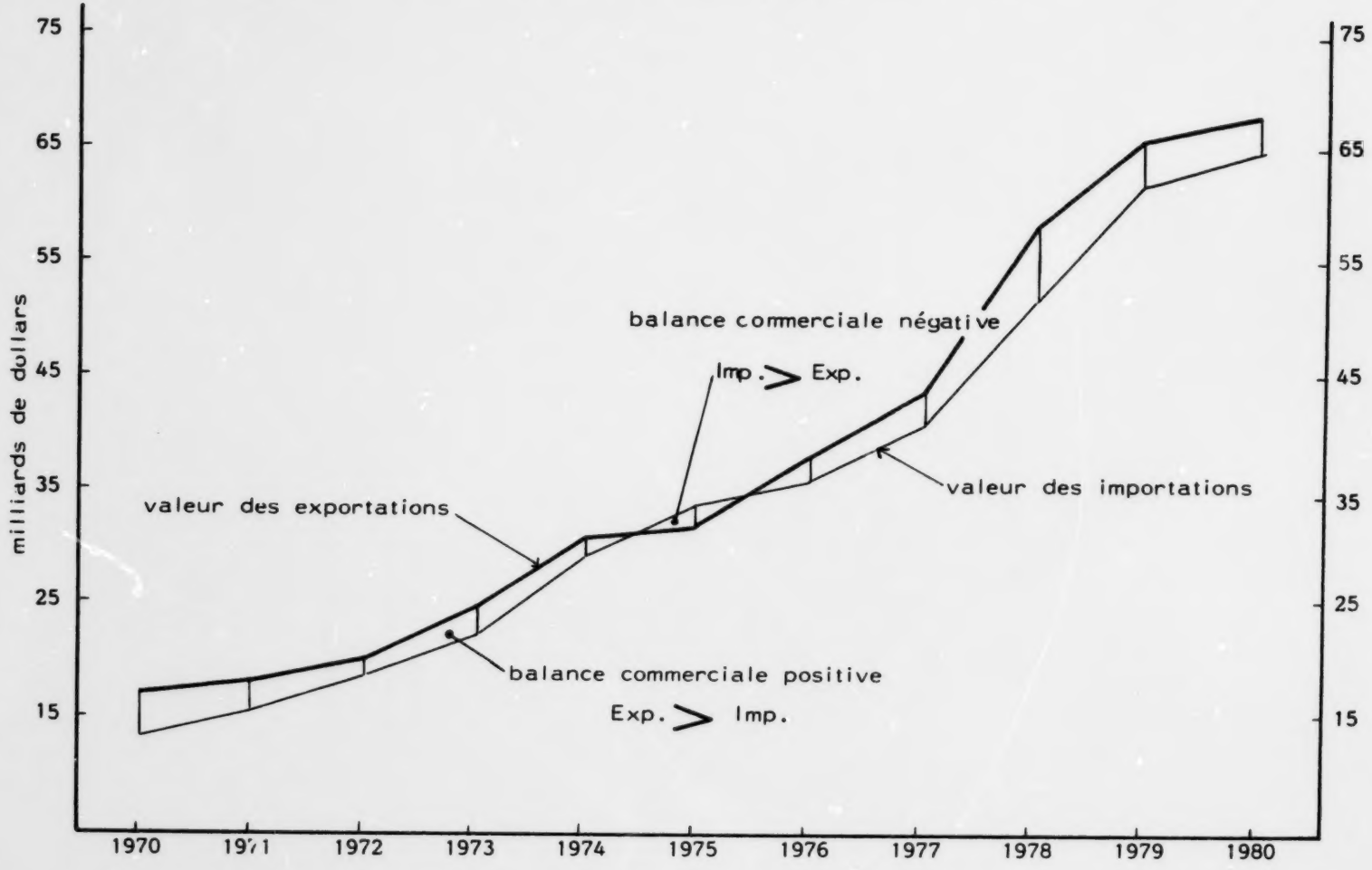
La politique économique canadienne a toujours visé à constituer un marché intérieur protégé pour les produits nationaux manufacturés, d'une part, et à favoriser l'exportation à l'étranger des matières premieres et des produits semi-ouvrés, d'autre part. Comme nous l'avons constaté, cette politique commerciale a atteint ses objectifs. Cependant, avec le développement de la technologie et de la productivité, le secteur manufacturier peut se trouver à l'étroit avec le seul marché intérieur. Aussi des efforts sont-ils faits constamment pour gagner des marchés étrangers a la production manufacturière. De la même façon, on tend de plus en plus à transformer davantage les matières premières afin d'atteindre une plus grande rentabilité commerciale. Ces efforts se heurtent toutefois à une vive concurrence internationale: les pays déjà industrialisés possedent des marchés traditionnels et les pays en voie de développement désirent s'industrialiser!

Cette politique économique a également, directement ou indirectement, entraîné d'énormes investissements étrangers au Canada. Ces investissements qui dépassaient à peine un milliard de dollars au début du siecle, atteignent aujourd'hui les 100 milliards. En 1900, la Grande-Bretagne en détenait la quasi-totalité mais aujourd'hui, les États-Unis en possèdent les trois-quarts, le reste étant à peu près également partagé entre le Royaume-Uni et l'ensemble des autres pays européens occidentaux et le Japon. Quant aux investissements canadiens à l'étranger, ils sont de l'ordre de 35 milliards de dollars, la moitié aux États-Unis, le quart au Royaume-Uni et le reste, au Brésil et dans les pays du Commonwealth surtout.

CONCLUSION

Tel est le portrait d'ensemble du commerce extérieur canadien. Dominé par les échanges avec les États-Unis, il possede cependant un tres large éventail de partenaires dont l'importance relative évolue sans cesse au gré de la conjoncture. Facteur essentiel de la prospérité du pays, il exige des mises au point continuelles et des ajustements qui tiennent compte de l'état changeant d'un monde dont chaque nation aspire à l'indépendance et au progrès.

Graphique 4 *ÉVOLUTION DE LA BALANCE COMMERCIALE - CANADA - 1970-1980*



Chapitre quatrième

LES RELATIONS INTERNATIONALES

" Pour le Canada, les affaires extérieures sont des affaires tout court."

(Léo KALINDA)

INTRODUCTION

Nous avons vu, dans les chapitres précédents, à quel point le Canada est impliqué dans les affaires internationales, par l'immigration, par le commerce et par les finances. Il n'est pas surprenant de constater maintenant qu'il doive maintenir une structure très complexe de relations avec l'étranger et réévaluer constamment sa politique en fonction de ses propres objectifs et des problèmes changeants du monde entier.

La personnalité juridique internationale du Canada s'est dégagée lentement au cours de l'histoire et sous l'égide de la Grande-Bretagne, dans un contexte colonial. Ce n'est qu'après 1946, avec la création d'un ministère des Affaires extérieures, que le Canada s'est mis à exercer les prérogatives normales d'un État souverain dans le domaine diplomatique. Depuis ce temps, le pays a consolidé les relations qu'il a traditionnellement entretenues avec la Grande-Bretagne et les autres pays du Commonwealth britannique, les États-Unis et les principales puissances européennes. Il s'est graduellement ouvert sur l'Amérique latine puis, au fur et à mesure de l'acquisition de leur indépendance, sur les nouveaux États de l'Afrique et de l'Asie. Du même coup, il a pu jouer un certain rôle lors de quelques crises particulièrement difficiles qu'a traversées le monde, affermir quelque peu ses attitudes fondamentales et définir graduellement une politique internationale.

1. *Représentation officielle à l'étranger*

Le Canada possède maintenant une représentation officielle dans plus de 140 pays. Certaines ambassades couvrent plus d'un pays mais, dans plusieurs cas, des consulats et des délégations suffisent. La plupart de ces pays sont eux-mêmes représentés à Ottawa, sinon par une Ambassade, du moins par une délégation qui se rattache, la plupart du temps, à l'Ambassade située à Washington.

Il est difficile d'établir la hiérarchie des ambassades. Pour des raisons à la fois politiques, stratégiques et économiques, il est évident que Washington, Londres, Paris, Bruxelles, Bonn, Rome et quelques autres grandes capitales mondiales sont des lieux privilégiés et des points d'observation de première importance. Là, en effet, sont également représentés tous les autres États et se prennent des décisions ayant un impact mondial et qui dépassent le seul point de vue des relations bilatérales entre le Canada et le pays intéressé. Partout ailleurs, la représentation diplomatique est en rapport avec l'intensité des liens commerciaux, les besoins d'immigration et il faut l'ajouter, les habitudes touristiques des Canadiens. Ceux-ci en effet, aiment trouver au moins un consulat près de leurs lieux de vacances: Miami, Acapulco, par exemple.

On doit distinguer les organisations internationales, fort nombreuses et dispersées dans quelques grandes capitales. Le Canada est évidemment représenté aux Nations Unies dont le siège est à New York, mais aussi dans chacune de ses quatorze institutions spécialisées. Ses délégations sont particulièrement importantes à Paris, auprès de l'UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture), à Rome, auprès de la FAO (Organisation pour l'alimentation et l'agriculture) et à Vienne, auprès de l'AIFA (Agence Internationale de l'Énergie Atomique. L'une de ces institutions a même son siège à Montréal; il s'agit de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI).

Certaines organisations régionales ont une telle importance internationale que le Canada y maintient des missions permanentes. Il en est ainsi de la Communauté Économique Européenne, dont le siège est à Bruxelles, et de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Économique), à Paris. Même s'il n'est pas membre de l'OEA (Organisation des États Américains), le Canada entretient une mission permanente d'observation auprès de son siège à Washington, et participe aux activités de plusieurs organisations inter-américaines.

Pour des motifs de stratégie et de défense nationale, le Canada a adhéré à certaines organisations internationales auxquelles il participe activement. Les principales sont l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord), créé en 1949, et le NORAD (Accord du Commandement de la Défense de l'Amérique du Nord), à l'intérieur duquel des accords périodiques sont élaborés, les derniers datant de 1975 sur la défense aérienne.

Faut-il insister sur la participation fort intéressée du Canada aux organisations mondiales à caractère financier? Mentionnons en particulier, le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque Internationale de Reconstruction et de Développement (BIRD), la Société Financière Internationale (SFI).

En raison de la doctrine du bilinguisme officiel, le Canada a été amené à s'intéresser à l'Agence Culturelle et Technique des Pays Francophones, dont le siège est à Paris, mais qui tient ses assemblées dans l'un ou l'autre des pays membres, sur tous les continents. Chacune de ces assemblées a été jusqu'ici l'occasion d'incidents mettant en cause le désir du Québec de participer à part entière à l'Agence et à ses travaux. Enfin, le Canada se considère le seul État-membre, chapeautant les membres participants de sa délégation que sont le Québec, le Nouveau-Brunswick et l'Ontario.

À ce tableau, il faudrait ajouter la représentation que certaines provinces peuvent assurer en propre à l'étranger Il s'agit généralement de missions qui se préoccupent surtout d'immigration, de commerce et de recherche d'investissements industriels. Le cas du Québec est particulier. Celui-ci en effet, depuis une vingtaine d'années a créé des Délégations Générales dans certains pays avec lesquels il entretient des liens particuliers.

La Délégation Générale de Paris a l'allure d'une véritable Ambassade, et certains accords ont été négociés directement entre Paris et Québec, notamment celui qui a entraîné la création en 1968 de l'Office Franco-Québécois pour la Jeunesse, les Loisirs et les Sports. D'autres délégations québécoises existent également à Londres, à Bruxelles et à Mexico.

L'éventail assez complexe de la représentation canadienne à l'étranger laisse clairement apparaître les préoccupations traditionnelles du pays - immigration et commerce. On devine également des soucis plus récents dans les domaines de la défense et de la stratégie, dont les aspects industriels et économiques sont d'ailleurs fort évidents. Place est faite enfin, à la coopération internationale dans presque tous les champs humanitaires et tout particulièrement, dans la perspective du développement.

2. *Politique étrangère*

La politique étrangère récente du Canada s'inspire de ce que l'on a appelé la "doctrine Trudeau", exposée dans six brochures et publiée en 1970 sous le titre "Politique étrangère pour les Canadiens". Il est certain que la seconde Guerre Mondiale et ses suites immédiates, placement des réfugiés, reconstruction de l'Europe, guerre froide, course aux armements, essor industriel sans précédent au Canada, avaient placé le pays dans une position un peu excessive sur le plan international. Pour plusieurs, le Canada avait déjà atteint le rang de grande puissance, et il était presque en mesure d'assurer l'orientation du Monde par sa capacité d'arbitrage entre les deux blocs polarisés par les États-Unis, d'une part, et par l'U.R.S.S. d'autre part. Or, le retour de la Chine, la Fédération de l'Europe, l'accession à l'indépendance des États africains, la révolution cubaine et l'émergence du Tiers-Monde, pour ne signaler que ces faits, ont démontré que l'arithmétique internationale n'était pas aussi simple. Il valait mieux pour le Canada reconnaître sa situation de "moyenne" puissance et calibrer de façon plus adéquate sur cette situation, les principes de sa politique internationale. C'est donc sous le signe du réalisme et de la flexibilité qu'évolue le Canada depuis une dizaine d'années.

Chercher les intérêts nationaux en politique étrangère, tel est, somme toute, le principe de cette politique. Or, les intérêts nationaux gravitent autour de trois objectifs officiels principaux: assurer la croissance économique, promouvoir la justice sociale et développer la qualité de la vie. En tenant compte de ses ressources en matières premières et de sa position stratégique au carrefour de l'Asie, de l'Europe et de l'Amérique, le Canada prend un certain nombre de moyens à sa portée comme outils essentiels de sa politique étrangère: diversification de son activité à l'étranger, renforcement des échanges commerciaux et utilisation de ses ressources à des fins d'assistance.

Cette doctrine générale amène le Canada à participer très activement aux travaux des organisations internationales et à collaborer aux programmes d'assistance aux pays en voie de développement. Sur le plan régional, ses champs majeurs d'action se situent en Europe, en Amérique

latine, dans la région du Pacifique et bien entendu, aux États-Unis. Dans l'équation générale de sa politique extérieure, il n'est pas exagéré de dire que le Canada souffre de frustration permanente à l'endroit des États-Unis: s'il refuse et avec raison, de se laisser enfermer dans la complicité régionale canado-américaine, il ne doit pas moins tenir compte du voisinage, du parallélisme du développement historique, du fort degré de dépendance commerciale et de toutes les autres formes d'influences qu'exerce inévitablement son voisin.

La politique canadienne est officiellement neutre et pacifiste. Face à certains dossiers particulièrement chauds, il n'est pas dit cependant que la pureté d'intentions a toujours le dessus. Tous ont à peu près accepté que le Canada maintienne ses relations avec Cuba, alors que ce pays était en pleine crise avec les États-Unis. La situation présente en Amérique centrale est par ailleurs moins limpide. Elle ne l'est guère plus au Moyen-Orient, dans le Sud-Est asiatique et en Afrique australe. Très désireux officiellement que l'énergie atomique ne serve qu'à des fins pacifiques, le Canada songe quand même à adoucir ses mesures de contrôle pour assurer une vente importante de réacteurs atomiques Candu au Mexique... L'intérêt national des Canadiens exige peut-être, en effet, que fonctionnent les usines du pays. Les questions de l'uranium, des avions militaires, des armements sont du même type. L'assistance financière et technique elle-même n'est pas toujours absolument "pure", dans la mesure, où elle engendre parfois, plus d'activités économiques au pays que dans les nations aidées et où, inévitablement, elle finira par former des partenaires avec lesquels il sera possible d'envisager de nouvelles affaires!

Il peut être réaliste pour le Canada de reconnaître que le domaine des relations extérieures n'est pas celui de la vertu ou de la pureté. Chaque nation, et qui le lui reprochera, cherche à tirer son épingle du jeu et à gagner les meilleurs avantages. Mais où se situe la démarcation entre l'intérêt d'une collectivité nationale et les intérêts des milieux d'affaires, des grandes entreprises, des multinationales? Telle est la question. Elle n'a pas fini d'engendrer des débats, au Canada comme partout ailleurs.

3. *Aide au développement*

Au plan mondial, ce n'est qu'après la seconde Guerre Mondiale, que s'est imposée la notion d'un Tiers-Monde. L'appellation est elle-même significative: un "Premier Monde", était sans doute celui des pays capitalistes occidentaux, États-Unis en tête, alors que le "Second Monde" devait être celui des pays socialistes, U.R.S.S. en tête de peloton! Toujours est-il que le Tiers-Monde rassemblait les trois quarts de la population mondiale dans les débris des empires coloniaux disséminés en Asie, en Afrique et dans les Antilles, mais comportant aussi un grand nombre d'États indépendants sous-développés, en Amérique latine, particulièrement. Jusqu'alors ces pays avaient fourni au reste du monde les matières premières de son développement industriel et commercial, et n'en avaient hérité que de malnutrition, de misère, de maladies, de croissance anarchique, de sous-développement.

Même si la plupart de ces pays n'étaient pas encore recensés convenablement, la première Conférence mondiale sur la population, tenue à Rome en 1950, faisait état de prévisions démographiques portant la population mondiale à plus de dix milliards à la fin du siècle; des écarts grandissants s'établiraient entre la masse des pays-sous-développés et des états industrialisés. L'alerte était lancée! L'aide aux pays-sous-développés allait devenir une priorité internationale. Le sens humanitaire, la solidarité humaine, les droits fondamentaux: tout un vocabulaire fit son apparition officielle et se traduisit dans de nombreuses organisations tant au plan national qu'international. Le sens des affaires et du commerce n'était pas disparu pour autant! Pas plus d'ailleurs que la recherche, aussi bien chez les pays développés que chez les pays en voie de développement, des avantages personnels! C'est dans ce contexte que l'assistance technique, financière, sociale, allait devenir un vaste champ d'activités.

Dès 1951, le Canada créa son Agence de développement internationale (ACDI) dont le premier rôle fut d'assurer la particpation du pays au Plan de Colombo, en vue de soutenir l'aménagement des pays du Sud et du Sud-Est de l'Asie. L'expertise canadienne fut particulièrement utile dans l'établissement de la cartographie aérienne, dans la construction d'aménagements hydrauliques pour l'irrigation et pour la production hydro-électrique. Graduellement, l'ACDI s'est vue confier l'ensemble des programmes canadiens d'aide à l'étranger. On instaura en 1970 un Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI) dont la mission spécifique est de stimuler, dans les pays moins favorisés, l'atteinte d'un niveau convenable de capacité scientifique et technique permettant la gestion autonome du développement.

Disposant d'un budget de $64,4 millions en 1963-64, l'ACDI administrait déjà des programmes destinés à près de 70 pays. Le budget atteignait $462,4 millions en 1971-72 et il dépasse maintenant le milliard de dollars. L'ensemble de l'aide canadienne représente maintenant la moitié de un pour cent du PNB, ce qui est encore assez loin de l'objectif de un pour cent que devraient atteindre l'ensemble des pays industrialisés si, compte tenu de certaines conditions, l'on voulait vraiment leur assurer des niveaux de vie décents et la possibilité véritable de s'engager enfin, dans la voie du développement authentique.

Considérons au cours des trois dernières années, les sources canadiennes d'aide au développement.

TABLEAU 18

SOURCES DE L'AIDE CANADIENNE AU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL, 1977-1980
(en millions de dollars)

	Montants nets disponibles 1977-1978	1978-1979	1979-1980
Ministère des Affaires extérieures			
ACDI	835,09	1 013,27	1 003,87
CRDI	29,47	35,79	35,66
Contributions aux organisations internationales	15,19	16,23	21,57
Ministère des Finances	169,37	172,95	168,79
Gouvernements provinciaux	---	6,50	9,50
Banque interaméricaine (prêts à l'Amérique latine)	1,38	1,61	1,67
AIDE TOTALE	1 050,50	1 165,98	1 241,06
Pourcentage du PNB	0,49%	0,49%	0,46%

Source: *(Rapports annuels des organismes mentionnés)*

Les programmes d'aide sont bilatéraux lorsqu'ils mettent en cause le Canada et un seul autre pays; on les dits multilatéraux lorsqu'ils impliquent un plus grand nombre de pays. Suivant cette ventilation, voyons comment ont été effectuées les dépenses canadiennes pendant la décennie 1970-1980.

TABLEAU 19

DÉPENSES CANADIENNES D'AIDE INTERNATIONALE, 1970-1980
(en millions de dollars)

Programmes	Dépenses	
Aide bilatérale (y compris l'aide alimentaire)	4 468,14	55,0%
Aide alimentaire bilatérale	1 068,46	13,5%
Aide alimentaire multilatérale	586,53	7,4%
Aide multilatérale (y compris l'aide alimentaire)	2 883,70	37,0%
Organisations non-gouvernementales	364,29	5,0%
CRDI	189,32	2,0%
Autres programmes	91,95	1,0%
TOTAL	7 897,40	100,0%

Sources: *(Rapports annuels de l'ACDI et du CRDI)*

Les retombées de ces programmes sont considérables au Canada même. Elles sont également très diverses. Ainsi, un grand nombre de Canadiens sont chaque année, en mission à l'étranger; des organismes tels le Service universitaire canadien outre-mer (SUCO) et le Service administratif canadien outre-mer (SACO) en assurent le recrutement et les conditions d'embauche. Plusieurs ont ainsi pris une expérience personnelle précieuse, qui les a très souvent orientés dans leurs études et leurs professions. Des bureaux d'étude, des firmes et des entreprises élaborent des plans et réalisent des actions parfois de grande envergure, dans presque toutes les régions du monde. C'est là un genre d'expertise que le Canada possédait très peu il y a un quart de siècle. Les universités elles-mêmes ont souvent collaboré à des projets visant à établir des centres universitaires et des instituts spécialisés, notamment dans le génie de l'administration. Des enseignants canadiens vont en grand nombre exercer leur profession en Afrique, en Amérique latine, en Asie.

En contrepartie, bon nombre d'étudiants, d'administrateurs et de fonctionnaires des pays du Tiers-Monde séjournent au Canada, dans le cadre de missions diverses: études, stages d'information ou de perfectionnement, contacts et négociations sur des plans et des projets précis. Le Canada gagne évidemment à ces échanges.

On reproche souvent aux programmes d'aide internationale du Canada, comme à ceux d'autres pays d'ailleurs, de ne pas suffire aux besoins du développement du Tiers-Monde, et en fin de compte, de servir davantage les besoins de croissance du pays que ceux des nations aidées. Ceci est partiellement vrai. Dans tout processus d'aide, il est évident que l'aidé doit désirer l'aide, d'une part, et être en mesure d'en profiter, d'autre part, si on désire atteindre d'excellents résultats. C'est pourquoi, toute évaluation doit porter non seulement sur les efforts canadiens mais également sur ceux des partenaires. Enfin, souligner des insuffisances ne met pas nécessairement en cause l'utilité.

CONCLUSION

La place du Canada dans le Monde, nous espérons l'avoir illustré suffisamment, est en nette évolution. Sur des éléments de nature constante, comme les matières premières, le commerce extérieur et l'immigration, viennent à chaque époque se greffer des conjonctures nouvelles: crises mondiales, indépendances nationales, besoins de développement et d'assistance... De la situation coloniale qui était la sienne encore au siècle dernier, avec un territoire immense mais à peine peuplé, le Canada est passé à la position de moyenne puissance qui lui permet de jouer un rôle essentiel sur l'échiquier mondial contemporain. S'il parvient à régler convenablement ses problèmes internes, politiques et économiques, le Canada pourra sans doute acquérir une nouvelle vigueur internationale et rendre encore plus précise l'originalité de sa démarche, au sein de la communauté humaine mondiale.

ORIENTATION BIBLIOGRAPHIQUE

- Sur l'ensemble des problèmes canadiens et des sujets traités, il faut constamment utiliser les publications officielles du Gouvernement canadien: recensements, annuaires, rapports annuels des ministères et des organismes, bulletins statistiques.

  L'édition 1976-1977 de l'*Annuaire du Canada* renferme une importante liste d'ouvrages sur le Canada (p. 1224-1233). Par ailleurs, des catalogues sont régulièrement publiés de toutes les publications gouvernementales, et des points de vente se trouvent dans toutes les grandes villes du pays.

- Au plan mondial, certains grands répertoires statistiques sont indiqués. L'*Annuaire démographique de l'ONU* est particulièrement utile, de même que les annuaires et autres publications de ses organisations spécialisées (Unesco, FAO, OIT, etc.). Le *Statesman's Year Book* ainsi que les répertoires annuels des grandes encyclopédies (*Britannica, Universalis, Americana*) renferment des statistiques et des articles de fonds. À noter l'intérêt particulier de *L'État du monde 1981*, dont la première édition a paru chez Maspero-Boréal Express.

- *L'Atlas du Canada* est indispensable sur le plan cartographique, aussi bien dans la perspective historique qu'actuelle. Des atlas scolaires seront utiles, particulièrement ceux qui font une place suffisante au Canada; mentionnons le *Larousse*, le *Dent*, l'*Atlas du monde contemporain* et l'*Atlas Québec-Canada*, ces deux derniers publiés aux Éditions du Renouveau Pédagogique, Montréal, sous la direction conjointe de Louis-Edmond Hamelin et Fernand Grenier.

- Il faut, enfin, souligner l'utilité de plusieurs manuels de géographie, d'histoire, d'économie et de sciences politiques publiés au Canada. Sur chacun des thèmes de cet ouvrage, nous indiquons quelques ouvrages qui favorisent l'approfondissement du sujet.

Territoires et ressources

Études sur la géographie du Canada/Studies on Canadian Geography. Toronto University Press. 6 vol. parus à l'occasion de la tenue au Canada du congrès de l'Union Géographique Internationale, 1972.

Canada. A Geographical Interpretation. Publié chez Methuen et preparé sous l'initiative de l'Association canadienne des géographes à l'occasion du Centenaire du Canada, 1968. Existe aussi en édition française.

HAMELIN, Louis-Edmond. *Le Canada.* Paris, Presses universitaires de France, 1969. Existe aussi en anglais chez Wiley. Il s'agit sûrement de la synthèse géographique la plus originale publiée jusqu'ici par un Canadien.

Immigration

Livre vert sur l'Immigration, Ottawa, 1970. (Il s'agit, en fait, d'une série de rapports, études et bulletins statistiques qui ont servi à l'énoncé du Livre vert et font partie de son ensemble.)

Il existe peu d'ouvrages importants depuis celui de D.C. Corbett, *Canada's Immigration Policy* (Toronto, 1958), mais on trouve nombre d'articles dans les revues d'histoire, de géographie et de démographie.

Commerce extérieur

BROUILLETTE, Benoît. *Les courants d'exportation entre les régions canadiennes et les pays étrangers selon les modes de transport.* Ottawa, 1976. (Existe aussi en anglais.)

Relations internationales

Canada's Foreign Policy. Numéro spécial de la revue *International Journal*, hiver 1970-1971. 290 pages.

SIMARD, François-Xavier. *Une vue canadienne sur la crise mondiale de notre fin de siècle.* Montréal, de Martigny, 1981. 142 pages.

La revue *Études internationales*, publiée par le Centre québécois de relations internationales (Université Laval), sera particulièrement utile. Il en va de même des travaux de ses anciens directeurs, Paul Painchaud et Albert Legault.

La *Revue d'intégration européenne*, publiée par le Centre d'études européennes (Université de Montréal) est à utiliser.

ASPECT PÉDAGOGIQUE

INTRODUCTION

Les activités pédagogiques sont regroupées selon les quatre chapitres de l'ouvrage. Leurs objectifs généraux sont d'amener les élèves à:

- décrire la situation économique et politique du Canada dans la perspective mondiale;
- examiner la politique étrangère du Canada;
- évaluer des actions ou des situations en matière de relations internationales.

Des objectifs spécifiques, à chacune des activités, les accompagnent.

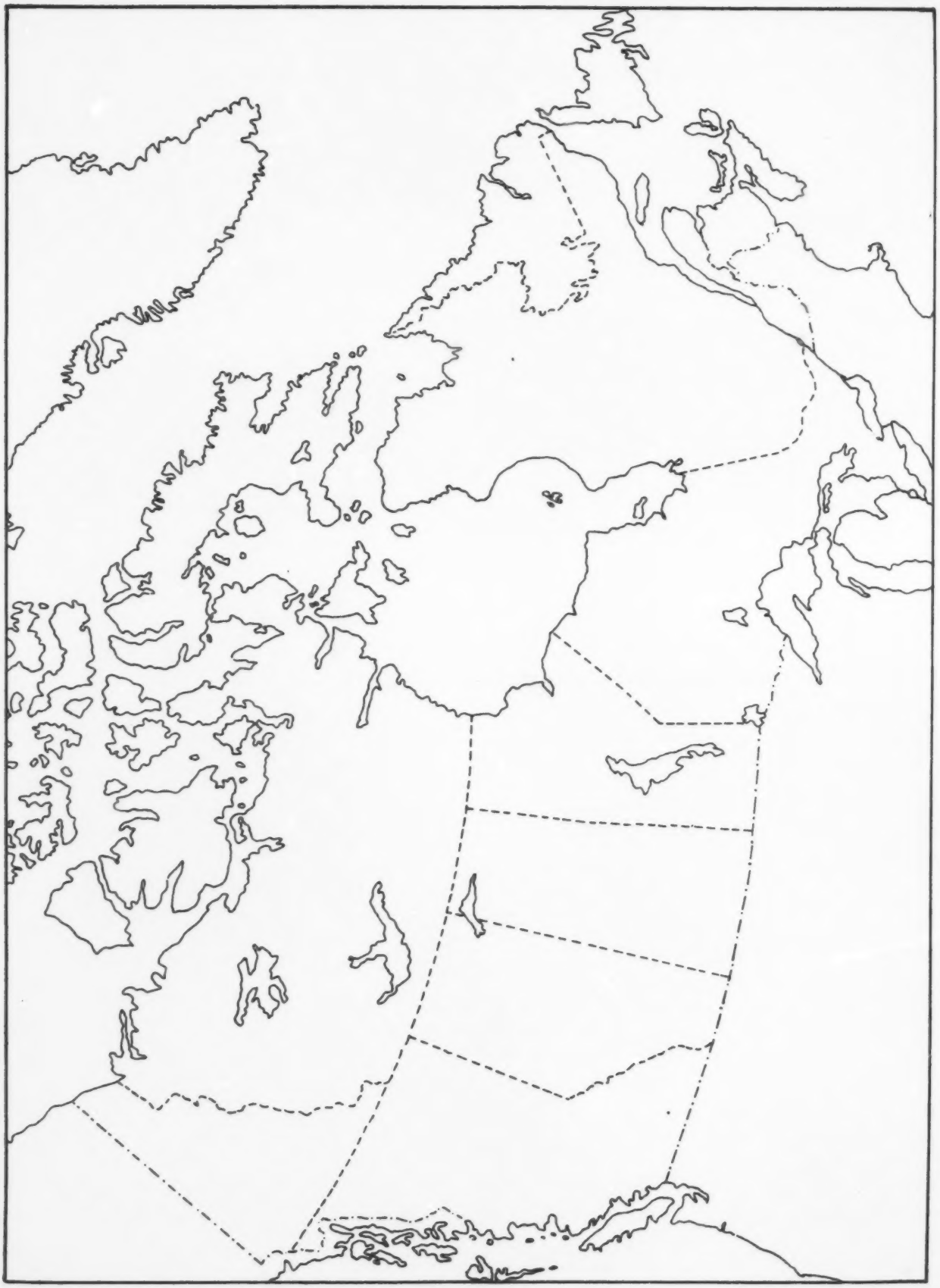
Chapitre premier

LE TERRITOIRE ET SES RESSOURCES

STRATÉGIES (enseignement, apprentissage)	*RESSOURCES*	*ÉVALUATION (élève)*
1. En se reportant au tableau, reporter sur le fond de carte, les pourcentages de population, selon les 4 ensembles du tableau. Utiliser à cet effet, des cercles proportionnels.	Texte: pp. 7-14. Tableau 1, p. 9. Fond de carte du Canada: Annexe 1, p. 75.	. Qualité du travail cartographique . Capacité d'établir des relations entre les divers phénomènes
2. Donner cinq raisons qui seraient à l'origine de la concentration du peuplement dans le centre du territoire canadien.	Atlas: carte - physique - humaine - des ressources	. Connaissances personnelles . Recherches personnelles
3. Identifier les conséquences d'une telle concentration, par rapport au développement économique, aux communications, au transport d'énergie, etc.		
4. À l'aide des Atlas, comparer selon les diverses projections cartographiques, la position du Canada, dans le monde.	Atlas: au moins 2. Carte 3, p. 11 du texte et Carte 4, p. 12.	
5. Localiser sur le fond de carte et à l'aide de symboles appropriés les principales ressources qui font l'objet d'échanges extérieurs. Localiser ces ressources en fonction des 4 ensembles identifiés à la question 1.	Texte: pp. 15-21. Fond de carte: Annexe 1, p. 75.	
6. Commenter, en se référant à la question 3, la répartition de ces ressources et la localisation du peuplement, sur le territoire canadien.		
7. Identifier et justifier les quatre facteurs de base qui caractérisent l'industrie manufacturière canadienne, dans son ensemble.	Tableau 4, p. 17.	

STRATÉGIES (enseignement, apprentissage)	RESSOURCES	ÉVALUATION (élève)
8. À l'aide de ces tableaux, relever les principaux indicateurs de production du Canada et leur rang, sur le plan mondial. En faire un seul tableau en situant ces productions par ordre d'importance.	Tableau 3, p. 16. Tableau 4, p. 18.	
9. Relever pour sa province respective la participation à ces diverses productions.	Annuaires statistiques fédéraux et provinciaux	
10. En se reportant à la définition du P.N.B. et au tableau, explique brièvement la position des divers pays, quant à leur P.N.B.	Tableau 7, p. 20. Texte: p. 20.	
11. Question à traiter sous forme de débat, en classe: Démontrer les avantages et les inconvénients, pour un pays, d'élargir l'éventail de ses partenaires commerciaux. Penser ici à la position du Canada par rapport à son voisin du sud.		

Le CANADA



Chapitre deuxième

IMMIGRATION ET DIVERSITÉ CANADIENNE

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

Chapitre deuxième

Immigration et diversité canadienne

La présente série d'activités fait en sorte que l'élève puisse:

- tracer le portrait réel des origines du peuplement canadien;
- expliquer les différentes phases de l'immigration canadienne;
- décrire la situation de l'immigration de sa province.

STRATÉGIES (enseignement, apprentissage)	*RESSOURCES*	*ÉVALUATION (élève)*
1. Indiquer, suivant un ordre chronologique, les 5 foyers traditionnels d'origine du peuplement canadien. En faire un tableau sur lequel figurent les périodes correspondantes.	Texte: pp. 25-39. Texte: pp. 25-27.	. Qualité du travail exécuté sur la carte ou le tableau . Compréhension des textes
2. En se référant au graphique et aux explications fournies dans le texte, expliquer les sommets (pics) du graphique de l'immigration canadienne, entre 1952 et 1978.	Graphique 1, p. 28. voir statistiques, Annexe 3	. Habiletés à tirer des conclusions justes . Connaissances personnelles
3. En référence à ce même graphique, expliquer la forte baisse de l'immigration entre 1330 et 1945.	Références historiques	. La méthode dans la présentation d'arguments lors du débat
4. En se reportant à cette carte et à la question 1, démontrer l'évolution des sources d'immigration canadienne, depuis les débuts de la colonisation.	Carte 5, p. 30.	. Qualité du dossier
5. Relever certains (au moins 4) avantages de l'immigration, pour un pays.		
6. Débattre en classe, des conséquences négatives et positives de la concentration d'immigrants de même origine ethnique, dans une région.	Articles de périodiques et connaissances personnelles	
7. Diviser la classe en 2 groupes dont l'un propose une *"Politique de contrôle de l'immigration"*, pour un pays donné, et l'autre s'y oppose. On devra considérer les: - avantages - dangers - critères d'application (quotas, origine ethnique, politique, etc.).	Articles de journaux. Enoncés de politique de l'immigration, soit fédérale, soit provinciale.	

STRATÉGIES (enseignement, apprentissage)	RESSOURCES	ÉVALUATION (élève)
On pourra guider le débat en se référant aux 6 points de la politique actuelle du Canada, telle que présentée dans le texte, de même qu'à la conclusion.	Texte: p. 39.	
8. En complément de l'activité 7, on demandera aux élèves de monter un dossier de presse sur la politique de contrôle de l'immigration au Canada.	Articles de journaux.	
9. Pour leur province respective, les élèves tracent le portrait de la population d'immigrants. Ils en donnent: . le pourcentage . l'origine ethnique . les lieux d'installation . les secteurs d'emplois occupés par les immigrants . la politique linguistique . le système scolaire . la politique d'immigration (quotas, origine, etc.) . le taux d'accroissement naturel . le taux d'immigration annuel. Apporter des commentaires en guise de conclusion.	Statistiques nationales et provinciales. Journaux et périodiques locaux.	
Lexique: - Accroissement naturel - Bilan migratoire - positif - Bilan migratoire - négatif		

Chapitre troisième

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

Chapitre troisième

Le commerce extérieur

Suite à la lecture du texte et à la réalisation des activités suivantes, l'élève devrait être en mesure de:

. décrire la situation actuelle du Canada en matière d'échanges commerciaux;

. de discuter sur les grandes orientations politiques face au commerce extérieur du Canada et de sa province;

. d'analyser certains mécanismes reliés au commerce extérieur d'un pays;

. décrire des actions entreprises en matière de politique étrangère, au niveau provincial et fédéral.

STRATÉGIES (enseignement, apprentissage)	*RESSOURCES*	*ÉVALUATION (élève)*
1. Alors que la valeur des exportations des États-Unis ne représente que 6% de leur P.N.B., celle du Canada s'élève à 20%. Quelles peuvent être les raisons d'une telle situation? En donner au moins 3.	Texte pp. 43-51. Manuels ou articles traitant de géographie économique.	. Connaissances personnelles . Aptitudes à la recherche documentaire pertinente . Plan de l'exposé
2. Relever la période et le fait historique à partir desquels le Canada a fait des États-Unis son principal partenaire commercial. Retracer et expliquer le contexte et donner les conséquences d'un tel événement.	Texte: p. 43. Manuels d'histoire du Canada.	. Présentation du travail . Aptitude à établir des liens logiques entre les phénomènes
3. Quant à la valeur du commerce extérieur, avec quels pays, peut-on comparer le Canada? En nommer 5.		
4. Relever et commenter les deux (2) principales politiques que s'est données le Canada au cours des dernières années, pour diversifier ses échanges commerciaux.	- Texte - Journaux - Revues - Publications gouvernementales sur la politique étrangère	
5. Faire un exposé (oral ou écrit) sur les avantages et les dangers, pour un pays, d'effectuer la majorité de ses échanges commerciaux avec un seul partenaire. Apporter des exemples.	- Texte - Connaissances personnelles	
6. Donner les conséquences, pour l'économie d'un pays, d'exporter des matières premières non transformées. Apporter des exemples au Canada et dans certains pays en voie de développement.		

STRATÉGIES (enseignement, apprentissage)	*RESSOURCES*	*ÉVALUATION (élève)*
7. Démontrer l'influence de la dévaluation des devises d'un pays, sur son commerce extérieur. Trouver des exemples récents, tant au Canada qu'en Europe ou aux États-Unis.	Section économique des quotidiens	
8. Réunies en groupes de 3 ou 4, les élèves montent un dossier sur les grands projets qui ont abouti à de nouveaux marchés extérieurs pour le Canada, au cours des 10 dernières années. Ex.: construction de route, barrages, industries, etc.	Périodiques Rapports annuels d'organismes de commerce international Rapports de l'ACDI	
Note: Cette activité peut être transposée à la province des élèves.		
Lexique: - Balance commerciale - Gatt		

Chapitre quatrième

LES RELATIONS INTERNATIONALES

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

Chapitre quatrième

Les relations internationales

La réalisation de ces activités et les recherches qu'elle impose, amènent l'élève à:

. établir des distinctions entre certaines données de politique étrangère, entre certains organismes;

. analyser certains gestes de la part des gouvernements, en matière de politique étrangère;

. exercer un jugement critique devant certaines prises de position des gouvernements en matière d'aide internationale;

. évaluer la cohérence entre les énoncés de politique et les actions gouvernementales, dans le domaine d'échanges internationaux.

STRATÉGIES (enseignement, apprentissage)	*RESSOURCES*	*ÉVALUATION (élève)*
1. Localiser, dans un atlas et à l'aide des diverses publications gouvernementales, les grandes villes dans lesquelles le Canada est représenté et par quelle instance: - ambassade - consulat - délégation. *Note:* Transposer cette activité, à la province respective des élèves.	Texte: pp. 55-63. - Atlas - Publications fédérales: ministère des Affaires extérieures - Publications provinciales	. Qualité de la recherche . Qualité des interventions, lors du débat . Connaissances personnelles . Aptitudes à résumer et comprendre un texte
2. Retracer les organismes (en donner 2) à caractère stratégique (défense nationale) auxquels adhère le Canada. Donner pour chacun, les objectifs.	- Texte - Journaux - Publications du ministère de la Défense nationale	. Pertinence des exemples apportés
3. Reprendre le même exercice pour les organismes à caractère financier.	- Texte - Journaux - Publications du ministère des Finances ou des Affaires extérieures	
4. Pour chacun des organismes internationaux suivants, donner les avantages pour le Canada, d'y être représenté: . UNESCO . FAO . AIEA . OACI . BIRD	- Texte - Sources diverses - Publications officielles	
5. Les principaux objectifs de la politique étrangère du Canada visant: . la croissance économique . la justice sociale . la qualité de la vie. Donner des exemples récents, où la participation du Canada était liée à l'un de ces trois objectifs.		

STRATÉGIES (enseignement, apprentissage)	RESSOURCES	ÉVALUATION (élève)
6. En matière de politique étrangère, le Canada, comme tout pays, doit effectuer des choix, parfois difficiles. Pour illustrer cette affirmation, on demandera aux élèves de lire l'article de l'Annexe 1 qui traite de la participation financière du Canada, à la construction gazoduc transsibérien. On organisera un *débat*, sur le sujet.	Annexe 1, p. 89.	
7. La politique étrangère canadienne étant officiellement neutre et pacifiste, tenter de justifier ou de dénoncer la vente de réacteurs CANDU ou Koweit. Cette activité sera présentée sous forme de débat. *Lexique:* - Ambassade - Consulat - Délégation	Annexe 2, p. 90. - Autres articles de journaux	. Connaissances personnelles . Clarté des exposés

Annexe I

Gazoduc transsibérien

Le Canada est prêt à miser des millions

(D'après PC, AFP et LE SOLEIL) — Le gouvernement canadien est disposé à consentir un prêt de $600 millions à trois compagnies canadiennes, à la France et au Japon, pour les aider à obtenir des contrats pour la construction du gazoduc transsibérien.

L'apport du Canada à ce vaste projet mis de l'avant par l'Union soviétique — il est estimé à $2.8 milliards — se traduirait, dans l'économie nationale, par l'addition de 16,000 personnes / année de travail. Le Québec, l'Ontario et l'Ouest comptent parmi les régions qui bénéficieraient de ce contrat. A titre d'exemple, la société Lavalin International, de Montréal, pourrait faire sa première percée au-delà du rideau de fer en obtenant une partie d'un contrat de $400 millions pour de l'équipement d'exploitation du gaz naturel au nord-ouest de la mer Caspienne.

Et à Ottawa, les ministres ne sont pas gênés de mener ces pourparlers en dépit des protestations des États-Unis et de l'OTAN envers l'Union soviétique en ce qui concerne sa participation aux événements de Pologne.

Pour le ministre canadien des Affaires extérieures, M. Mark MacGuigan, "nous n'allons pas à l'encontre des sanctions économiques américaines ou de l'OTAN".

Le prêt qui serait accordé se ferait par l'entremise de la Corporation de développement économique (CDE). Celle-ci se procurerait les fonds nécessaires à un taux de 16 pour 100 mais ne les prêterait qu'à un taux de 10 pour 100. La CDE prête des fonds à un taux préférentiel à des compagnies ou à des gouvernements étrangers qui se procurent au Canada les produits et services nécessaires à leurs projets étrangers.

Les trois compagnies canadiennes se partageraient $275 millions des $600 millions que le gouvernement canadien se propose de prêter.

Le gazoduc transsibérien sera long de 5,000 kilomètres et fournira à la France, à la République fédérale allemande et à la Grèce une quantité importante de gaz naturel en provenance de l'Union soviétique. D'autres pays comme le Portugal, l'Italie et l'Espagne ont manifesté le désir de profiter des approvisionnements soviétiques à compter de 1984.

Source: *(Québec, Le Soleil, jeudi 4 février 1982)*

Annexe 2

La vente d'un Candu au Koweit soulève émoi et curiosité

Faudrait-il s'inquiéter de la vente d'un réacteur nucléaire canadien "Candu" au Koweit?

Marc Lalonde, le ministre de l'Energie, et l'homme qui a négocié les ententes préliminaires avec cet Etat arabe, troisième producteur de pétrole au Moyen-Orient, affirme que les garanties nécessaires contre l'utilisation du réacteur pour fabriquer des bombes seront données.

Mais beaucoup de gens se rappelleront l'explosion, à titre d'essai, d'une bombe atomique, en Inde, quelque temps après l'installation d'un réacteur "Candu" dans le pays de Mme Gandhi.

On avait tout fait pour dissocier le réacteur canadien de la bombe indienne. Mais le doute persiste.

Le cas du Koweit soulève la curiosité parce qu'il y a à peine quelques semaines ce petit pays d'un million d'habitants achetait, au prix de $2.5 milliards, une société américaine d'exploration pétrolière du nom de Santa Fe International.

Par Richard Daignault

Or cet achat avait soulevé toute une série de questions dans l'esprit du journaliste William Safire du New York Times.

Pourquoi? Parce que en 1980, Santa Fe avait acheté une société d'ingénierie nommée C.F. Braun and Company.

En achetant Santa Fe International, le Koweit avait en même temps acheté la filiale C.F. Braun.

Or cette dernière société, selon certains témoignages, avait dans ses dossiers tous les documents nécessaires pour la fabrication de produits nucléaires. Selon le "Times", C.F. Braun a fait les plans de l'installation nucléaire à Rocky Flats, Colorado, et agit actuellement à titre d'architecte et d'ingénieur à Hanford, Washington, où un autre réacteur est en construction.

Par le fait de cette transaction entre le Koweit et la Santa Fe International, un personnel de première valeur vient de passer à l'emploi du gouvernement arabe et le New York Times estime que ce fut là une erreur.

Non seulement craint-on que la technologie nucléaire devienne généralement disponible au Moyen-Orient, mais on s'inquiète du fait que dans l'avenir, le Koweit sera dans une excellente position pour compétitionner l'industrie nucléaire américaine.

C'est dans ce contexte que la vente du "Candu" canadien soulève une certaine curiosité.

Incidemment, un des directeur de Santa Fe International est Gerald Ford, l'ex-président républicain des Etats-Unis, qui reçoit des honoraires de $20,000 par année du gouvernement koweitien, plus le remboursement de ses dépenses quand il voyage pour la société.

Pas facile aujourd'hui de trouver un domaine vraiment payant. Les faillites se multiplient, les profits sont à la baisse un peu partout.

Il semblerait toutefois, si l'on se fie à un communiqué que vient d'émettre le ministre des Finances Allan MacEachen, qu'il y a des fortunes à faire dans le domaine bancaire.

Oui. Dix-neuf nouvelles banques étrangères ont décidé d'ouvrir des filiales au Canada.

Ottawa se dit prêt à fournir quatre réacteurs au Koweit

KOWEIT, (AFP) — Le ministre de l'Énergie et des Ressources minières, M. Marc Lalonde en visite à Koweit a déclaré dimanche que son pays est «prêt à pourvoir le Koweit de quatre reacteurs nucléaires pour les utiliser à des fins pacifiques».

Au cours d'une conférence de presse reproduite par l'Agence koweitienne d'information (KUNA) M. Lalonde a précisé que le Koweit n'a pas encore pris une décision concernant cette question mais il a estimé qu'une «décision définitive sera prise en ce domaine dans un proche avenir».

Interrogé sur une éventuelle opposition du peuple canadien à une coopération arabo-canadienne dans le domaine nucléaire, M. Lalonde a précisé «qu'au Canada comme dans tous les pays nucléaires, il existe des groupes qui s'opposent à l'utilisation de cette énergie soit localement ou à l'étranger».

Le ministre a assuré que les partis d'opposition canadiens ont approuvé la coopération nucléaire canado-égyptienne.

M. Lalonde a également indiqué que son pays souhaite aider le Koweit dans les domaines de la prospection et l'exploitation pétrolière et dans celui du développement d'autres sources énergétiques que le pétrole.

Le ministre a d'autre part précisé que son pays a accueilli favorablement les investissements koweitiens au Canada. «notre pays a besoin au cours des 30 prochaines années de 400 milliards de dollars d'investissements», a-t-il ajouté.

Le ministre a indiqué que les exportations canadiennes vers le Koweit ont triplé au cours des cinq dernières années et se sont élevées à $75 millions.

Interrogé enfin sur le fait de savoir si le développement de la coopération arabo-canadienne voulait dire que le Canada se montre «compréhensif» vis-à-vis des causes politiques arabes, M. Lalonde a approuvé cette hypothèse et il a rappelé que de nombreuses visites effectuées par le premier ministre canadien M. Pierre Trudeau, dans des pays arabes avaient pour but d'assurer l'appui politique du Canada aux causes arabes.

Le ministre de l'Énergie et des Ressources minières, était arrivé samedi à Koweit pour une visite de quatre jours dans le cadre d'une tournée dans la région.

Source: *(Québec, Le Soleil)*

Annexe 3

IMMIGRANTS AU CANADA, 1852-1977

1852	29,307	1894	20,829	1936	11,643
1853	29,464	1895	18,790	1937	15,101
1854	37,263	1896	16,835	1938	17,244
1855	25,296	1897	21,716	1939	16,994
1856	22,544	1898	31,900	1940	11,324
1857	33,854	1899	44,543	1941	9,329
1858	12,339	1900	41,681	1942	7,576
1859	6,300	1901	55,747	1943	8,504
1860	6,276	1902	89,102	1944	12,801
1861	13,589	1903	138,660	1945	22,722
1862	18,294	1904	131,252	1946	71,719
1863	21,000	1905	141,465	1947	64,127
1864	24,779	1906	211,653	1948	125,414
1865	18,958	1907	272,409	1949	95,217
1866	11,427	1908	143,326	1950	73,912
1867	10,666	1909	173,694	1951	194,391
1868	12,765	1910	286,839	1952	164,498
1869	18,630	1911	331,288	1953	168,868
1870	24,706	1912	375,756	1954	154,227
1871	27,773	1913	400,870	1955	109,946
1872	36,578	1914	150,484	1956	164,857
1873	50,050	1915	36,665	1957	282,164
1874	39,373	1916	55,914	1958	124,851
1875	27,382	1917	72,910	1959	106,928
1876	25,633	1918	41,845	1960	104,111
1877	27,082	1919	107,698	1961	71,689
1878	29,807	1920	138,824	1962	74,586
1879	40,492	1921	91,728	1963	93,151
1880	38,505	1922	64,224	1964	112,606
1881	47,991	1923	133,729	1965	146,758
1882	112,458	1924	124,164	1966	194,743
1883	133,624	1925	84,907	1967	222,876
1884	103,824	1926	135,982	1968	183,974
1885	79,169	1927	158,886	1969	161,531
1886	69,152	1928	166,783	1970	147,713
1887	84,526	1929	164,993	1971	121,900
1888	88,766	1930	104,806	1972	122,006
1889	91,600	1931	27,530	1973	184,200
1890	75,067	1932	20,591	1974	218,465
1891	82,165	1933	14,382	1975	187,881
1892	30,996	1934	12,476	1976	149,429
1893	29,633	1935	11,277	1977	114,914

Source: *(Ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration)*

DISTRIBUTION:

CENTRE FRANCO-ONTARIEN DE RESSOURCES PEDAGOGIQUES

339, rue Wilbrod
Ottawa (Ontario)
K1N 6M4
(613) 238-7957

No de commande: CEC-523